

PLAN **G**ÉNÉRAL DE **C**OORDINATION **S**ÉCURITÉ **P**ROTECTION DE LA **S**ANTÉ



CENTRE MEDICAL DE MANDUEL



Opération de niveau 2



[Document interactif n'hésitez pas à visiter les liens proposés.](#)



SOMMAIRE

- 0 - PREAMBULE
 - 0.1 Avant-propos
 - 0.2 Mission CSPS
 - 0.3 Obligations de l'employeur et Principes Généraux de Prévention

- I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF
 - I.1 Présentation des intervenants
 - I.2 Déclaration préalable
 - I.3 Autorisations administratives
 - I.4 Localisation, nature et destination de l'opération
 - I.5 Organismes administratifs et de prévention
 - I.6 Création d'un Collège interentreprise de sécurité de santé et des Conditions de Travail
 - I.7 Nombre d'entreprises, classement de l'opération, effectifs
 - I.8 Désignation description sommaire des lots
 - I.9 Durée globale des travaux et Planning prévisionnel
 - I.10 Prestations METAH & SCALP
 - I.11 Panneau de chantier

- II - MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER
 - II.1 Sujétion liées au site
 - II.2 Phase de préparation de chantier
 - II.2.1 Visites d'inspection commune
 - II.2.2 PPSPS
 - II.2.3 METAH & SCALP
 - II.3 Phase travaux
 - II.4 Organisation des livraisons (DHOL)
 - II.5 Nettoyage du chantier et gestion des déchets
 - II.6 Fermeture du chantier – Signalisation
 - II.7 Gestion des flux, Accès au chantier, Circulation, Signalisation et Contrôle
 - II.7.1 Gestion des Flux
 - II.7.2 Accès au chantier
 - II.7.3 Circulation
 - II.7.4 Signalisation
 - II.7.5 Identification et Registre du personnel
 - II.8 Protection contre l'incendie et lieu de rassemblement
 - II.9 Plan d'installation de chantier

- III - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS ET DES SUJETIONS QUI EN DECOULENT
 - III.1 Voies et zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales
 - III.2 Conditions de manutention des matériaux et matériels – Interférences des moyens levage
 - III.2.1 Conditions de manutention des matériaux et matériels
 - III.2.2 Interférence des appareils de levage
 - III.3 Délimitation et aménagement des zones de stockage entreposage et préfabrication
 - III.3.1 Généralités
 - III.3.2 Zone de stockage de matières ou substances dangereuses
 - III.4 Conditions de stockage et d'élimination ou d'évacuation des déchets ou décombres
 - III.5 Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux
 - III.6 Utilisation des protections collectives des accès provisoires et de l'installation électrique
 - III.6.1 Protections collectives
 - III.6.2 Installations électriques provisoires et éclairage de chantier

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **3** sur**65**

III.7 Mesures prises en matière d'interactions sur le site

III.7.1 Généralités

III.7.2 Protections individuelles

III.7.3 Chantier de démolition

III.7.4 Terrassement et VRD

III.7.5 Construction des bâtiments

IV - SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

V - MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE

V.1 Locaux communs de chantier

V.2 Nettoyage

V.3 Dépenses communes

VI - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS

VI.1 Pharmacie

VI.2 Secouriste

VI.3 Secours

VII - MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

ANNEXES :

CANEVAS PPSPS

DHOL

**CENTRE MEDICAL MANDUEL****PGC SPS****OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **4** sur**65****COMMUNICATION DU P.G.C**

| Date de la Communication | DESTINATAIRE | Indice du P.G.C |
|--------------------------|--------------|-----------------|
| 17/04/2020 | MOE | Indice 01 |

MISE A JOUR DU P.G.C

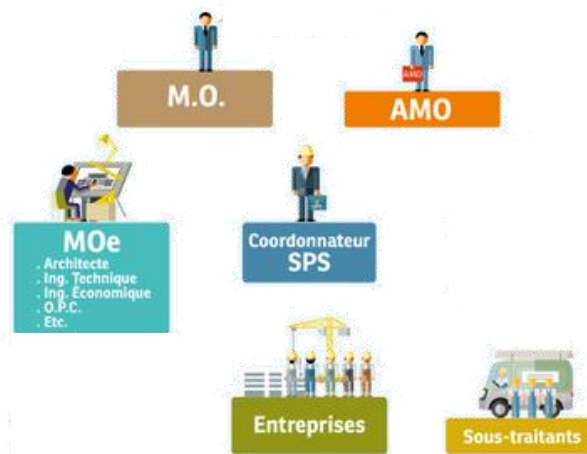
| Indice | Nature de la mise à jour |
|--------|--------------------------|
| | |

0 – PREAMBULE

NOTE AUX INTERVENANTS :

Le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, établi par le coordonnateur S.P.S de l'opération, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises.

Le PGC concerne l'ensemble des intervenants :



Les éléments contenus dans ce document ont un caractère obligatoire.

Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Des réunions de coordination en matière de sécurité et de Protection de la Santé pourront être organisées, les Intervenants convoqués seront tenus d'être présents.

Conformément à [l'article L.4532-6](#) du Code du Travail, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil

0.1 – Avant-Propos

Le maître d'ouvrage SCI AMITIE, conformément à [l'Article L.4532-4](#), a désigné un **Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et en la personne de M. FAURE**, au niveau de la Conception et de la Réalisation.

Le Coordonnateur S.P.S de Conception et de Réalisation, conformément à [l'Article R.4532-44](#), établit un « Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé », afin d'être joint au Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E) pour « définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres Entreprises » ([Article R.4532-43](#))

Le présent P.G.C – S.P.S résulte de l'étude de l'Avant-projet et du Projet du Maître l'œuvre, menée par le Coordonnateur, cette étude consiste à améliorer les conditions de travail et de diminuer les risques durant la réalisation des ouvrages.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page 6 sur

65

Le présent P.G.C – S.P.S constitue une pièce essentielle au Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E). Les dispositions à prendre et les incidences qui en résulteront en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les entreprises retenues pour la réalisation de ces ouvrages auront à établir les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) conformément aux dispositions prises dans le présent Plan Général de Coordination en matière Sécurité et de la Protection de la Santé.

En cours de réalisation, le présent P.G.C sera complété et adapté par le Coordonnateur S.P.S en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective des différents travaux. Il intégrera, en les harmonisant les P.P.S.P.S.

Chacun des participants à l'ouvrage à réaliser, conserve sa pleine responsabilité en ce qui le concerne (Article L.4121-2 du Code du Travail)

0.2 – La mission du CSPS

Le Coordonnateur veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L.4531-1, L.4532-2 et L.4534-1 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Il organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitants et travailleurs indépendant, la coordination de leurs activités.

L'autorité et les moyens dont dispose le coordonnateur pour assurer sa mission sont définis par le contrat établi par le Maître d'ouvrage.

Les chantiers sont soumis aux dispositions du décret n° 2003-68 du 24/01/2003 pris en application de la loi n°93-1418 du 31/12/1993 concernant l'intégration de la sécurité du travail et l'organisation de la coordination sur les chantiers.

En application du Code du Travail, la présente notice ne modifie en rien les responsabilités des entreprises.

Les entreprises devront se conformer au PGC et aux différents documents établis par le Coordonnateur. Elles devront respecter et mettre en œuvre la sécurité telle que définit dans le décret n°65-48 du 08/01/1965.

La mission du coordonnateur est de **NIVEAU 2**

OLIVIER FAURE

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page 7 sur

65

0.3 – Obligations de l'employeur et Principes Généraux de Prévention

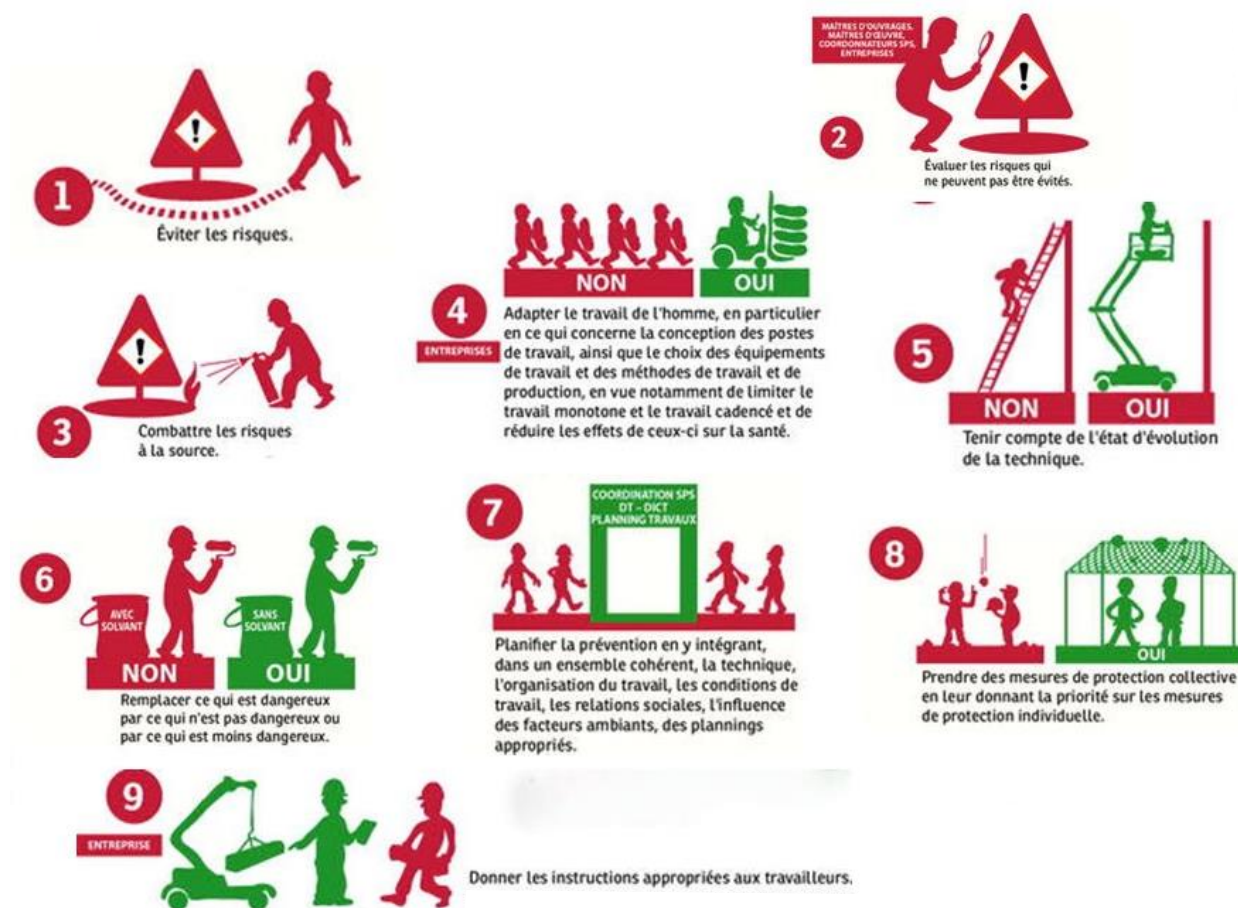
[Article L.4121-1](#) du Code du Travail

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

Ces mesures comprennent :

- 1° Des actions de prévention des risques professionnels ;
- 2° Des actions d'information et de formation ;
- 3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.



**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page 8 sur

65

I – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF**I.1 – PRESENTATION DES INTERVENANTS**

MAITRISE D'OUVRAGE :

SCI AMITIE

2134 Chemin de la Combe des Oiseaux

30900 NIMES

MAITRISE D'ŒUVRE :



ARCHITECTE :
Architecture F DOUSTALY
51 rue Henri le Sidaner
34 000 MONTPELLIER
Tél : 06 71 70 12 68
Mél : fd@florentdoustaly.fr



MAITRE D'OEUVRE :
LP INGENIERIE
12 route de la Cave - Bât 7
30420 CALVISSON
Tél : 04 66 20 15 23
Mél : contact@lp-ingenierie.fr



BE STRUCTURE :
ABAQUE
16 Avenue Maréchal Leclerc
84510 Caumont-sur-Durance
Tél : 04 90 33 48 61
Mél : abaque.bet@gmail.com



BE FLUIDES :
CETEX INGENIERIE
285 rue Gilles Roberval CS 32028
30915 Nimes Cedex 2
Tél : 04 66 68 01 30
Mél : cetex@cetexing.fr

COORDONNATEUR SPS :



Olivier FAURE CSPS

6, chemin du bosquet

30210 CASTILLON du GARD

contact@preco.pro

Port : 06 08 85 03 20

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **9** sur**65****I.2 – DECLARATION PREALABLE**

A établir par le Maître d'Ouvrage et à transmettre aux organismes suivants :

- C.A.R.S.A.T
- O.P.P.B.T.P
- Inspection du Travail

La déclaration préalable est à transmettre au moment du dépôt du permis de construire ou au plus tard 30 jours avant le démarrage des travaux. [Article R4532-3](#)

Le Maître d'Ouvrage transmettra les attestations d'envoi de la déclaration préalable au coordonnateur SPS afin qu'il puisse intégrer ces attestations au Registre Journal.

La déclaration préalable pourra être complétée en fonction de nouveaux éléments.
Cette Déclaration Préalable sera affichée en salle de réunion

Les entreprises ne sont pas dispensées des démarches suivantes :

- Déclaration d'ouverture de Chantier (imprimé CERFA N° S6206 disponible à l'OPPBTP et à la CARSAT)
- Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (imprimé CERFA n° 90 0189 disponible en Mairie)

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page 10 sur

65

I.3 – AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

- Permis de voirie, circulations, occupation du sol

L'occupation du sol ne sera autorisée que sur la zone délimitée dans le projet de plan d'installation à l'exclusion des parcelles contiguës de la voirie de desserte.

Les voies de circulation et autres dérogations ou autorisations seront bien établies et devront être scrupuleusement respectées pour le bien-être commun.

Chaque entreprise titulaire de lot devra faire ses démarches auprès des Services techniques de la Ville et obtenir les autorisations nécessaires.

- Autorisation de survol

En cas d'utilisation de grue de chantier et de survol des voies ou terrains mitoyens, le responsable de la société devant installé un engin de levage doit obtenir de la commune sur laquelle est implanté le chantier, un arrêté d'installation de sa grue.

Pour ce faire il faut que le demandeur adresse à l'administration, un dossier dans lequel il joint un plan du site concerné, avec le rayon de giration de sa grue, un rapport d'étude du sol, une étude d'effet de site (définissant les forces du vent) et le contrôle de la grue réalisée en dépôt.

Une fois l'autorisation obtenue il peut faire réaliser le montage de sa grue, l'arrêté d'autorisation doit être affiché sur le chantier, par ailleurs il est consultable à la Mairie.

Pour l'autorisation d'utilisation, une 2^e demande doit parvenir aux services techniques de la commune, dans laquelle est communiqué le rapport établi par un bureau de contrôle, qui vérifie qu'il n'y a aucun défaut suite au montage.

Après vérification de ces pièces l'autorisation est délivrée et l'arrêté doit, de même, être affiché sur le chantier et consultable en Mairie

La flèche peut passer au-dessus des habitations (la partie la plus basse, crochet relevé, doit passer à au moins deux mètres de la partie la plus haute du bâtiment), mais en aucun cas la charge (partie accrochée au moufle) le moufle est l'ensemble composé par le crochet et les brins, en général au nombre de 2 ou 4, selon le type d'engin et la charge.

L'empiètement du survol définitif d'une propriété nécessite l'autorisation du propriétaire (article 552 du Code civil). Il a été jugé par contre que le survol de la flèche d'une grue constituait une emprise temporaire qui n'entraîne pas dans ce cadre (TGI Rouen 15 mai 1982)

**CENTRE MEDICAL MANDUEL****PGC SPS****OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **11** sur**65****I.4 – LOCALISATION, NATURE ET DESTINATION DE L'OPERATION**

- Situation géographique : chemin de la Treille 30129 MANDUEL

- Dénomination de l'opération : **CENTRE MEDICAL MANDUEL****I.5 – ORGANISMES ADMINISTRATIFS ET DE PREVENTION**

- Coordonnées complètes (liste non exhaustive) :

INSPECTION DU TRAVAIL

174, rue Antoine Blondin

30000 NIMES

Tel : 04 66 38 55 55

C.A.R.S.A.T

29 Cours Gambetta

34068 MONTPELLIER CEDEX

Tel : 04 67 69 69 46

O.P.B.T.P

1 av Emile Bertin-Sans

34100 MONTPELLIER

Tel : 04 67 63 47 50

Médecine du Travail BTP

13 Bd Talabot

30009 NIMES CEDEX

Tel : 04 66 29 26 14

Dépannage électricité : 0 810 333 030

Urgence sécurité gaz GrDF : 0 800 47 33 33**ODEUR DE GAZ** : Tel : 04 66 26 25 24**France TELECOM** : Tel : 1013**SAUR (AEP EU)** : Tel : 04 66 38 41 01

MAIRIE de MANDUEL : Place de la Mairie 04 66 20 21 33

PREFECTURE DU GARD : Tel : 08 20 08 11 72

Police : 17

S.A.M.U : 15

Pompiers : 18 ou 112

CHU NIMES : 06 66 68 33 44

CENTRE ANTI POISON – MARSEILLE 04.91.75.25.25

Médecin :

Vauclare-Paufique Danièle

Médecin à Manduel

Adresse : 2 Impasse des Orchidées, 30129 Manduel

Téléphone : 04 66 20 00 98

OLIVIER FAURE

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

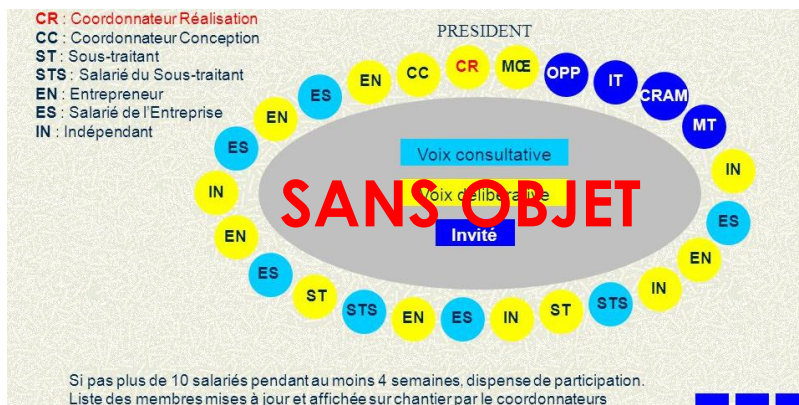
Date de la rédaction

17/04/2020

Page 12 sur

65

I.6 – CREATION D'UN COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T)



I.7 – NOMBRE D'ENTREPRISES, CLASSEMENT DE L'OPERATION, EFFECTIFS

Le nombre d'entreprises devant intervenir sur le chantier est de **16**, sans compter les sous-traitants. L'effectifs est évalué entre 3 et 12 personnes présentes sur le chantier par jour.

L'opération se classe en NIVEAU 2 au sens du décret du 26 décembre 1994

Les entreprises auront à indiquer dans leurs PPSPS, les renseignements relatifs aux effectifs qu'elles pensent mettre en place :

- Effectif moyen,
- Effectif en pointe,
- Période d'intervention,
- Nombre global d'heures de travail

I.8 – DESIGNATION DESCRIPTION SOMMAIRE DES LOTS

- LOT 1 VRD / TERRASSEMENTS
- LOT 2 FONDATIONS SPECIALES
- LOT 3 GROS OEUVRE
- LOT 4 ETANCHEITE
- LOT 5 CHARPENTE METALLIQUE
- LOT 6 MENUISERIES EXTERIEURES
- LOT 7 CLOISONS – DOUBLAGES - ISOLATIONS
- LOT 8 MENUISERIES INTERIEURES
- LOT 9 CARRELAGE - FAIENCE
- LOT 10 PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VMC
- LOT 11 ELECTRICITE
- LOT 12 PEINTURE
- LOT 13 SERRURERIE
- LOT 14 ASCENSEUR
- LOT 15 ESPACES VERT / CLOTURES
- LOT 16 ENDUITS DE FACADES

I.9 – DUREE GLOBALE DES TRAVAUX et PLANNING PREVISIONNEL

La durée globale des travaux est de **14 mois**.

I.10 – PRESTATIONS METAH & SCALP : Cette opération est soumise aux prestations METAH et SCALP.

SCALP : Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraisons à Pied d'œuvre

Circulation et accès : A LA CHARGE DU LOT GROS OEUVRE

SCALP prend en compte les besoins concernant les circulations et les accès sur le chantier selon l'environnement, la nature des ouvrages, les travaux à réaliser, la planification des différentes interventions et des approvisionnements.

Les informations concernant les voies de circulation pour les véhicules, les engins, les piétons ainsi que les zones de stockage sont décrites sur le plan d'installation de chantier proposé en annexe.

Des règles et consignes seront établies pour évacuer régulièrement les déchets, ne pas encombrer les voies de circulation et les rendre disponibles lors des approvisionnements et distributions aux postes de travail.

Des équipements nécessaires au transport vertical des personnes avec ou sans matériaux devront être installés et utilisés de manière à garantir la sécurité lors de l'accès à l'intérieur ou lors de l'évacuation vers l'extérieur.

Levage vertical des matériaux jusqu'aux zones de travail : A LA CHARGE DU LOT CHARPENTE METALLIQUE

Des équipements nécessaires au transport vertical des charges seront déterminés en fonction des besoins suivants :

- conditionnement (vrac, palette, big bag, container, à l'unité...)
- encombrement et le poids de chaque colis
- déplacement des charges de la zone de préhension jusqu'au lieu de dépose (distance, hauteur, trajectoire)
- localisation des zones de réception (terrasse, recettes à matériaux, tours d'approvisionnement avec barrières éclose, plateforme de travail en encorbellement...)

Exemples de moyens de levage :

- treuil, palan, potence
- monte-charge, monte-matériaux, plateforme de transport, ascenseur de chantier ou définitif
- chariots élévateur, chariots de manutention
- grues

Transport horizontal et la livraison des matériaux à pied d'œuvre ou au poste de travail : A LA CHARGE DU LOT CHARPENTE METALLIQUE

Les équipements nécessaires au transport horizontal des charges est prévu par SCALP en fonction des besoins suivants :

- nature et les caractéristiques techniques des colis à déplacer
- les voies et zones de circulation empruntées
- les charges admissibles
- les dimensionnements (longueur, largeur, hauteur)
- les « accidents de parcours » (passage réduit, dénivelé, courbe, pente, zone fragile, trémie...)

Selon les besoins exprimés, au stade de la phase préparation, il pourra être envisagé si nécessaire :

- de renforcer définitivement ou d'étayer la structure porteuse
- de créer des ouvertures ou passages provisoires pour les besoins du chantier
- d'imposer un type de conditionnement à prendre en compte par le fournisseur avant la livraison sur le chantier.

Evacuation les déchets : A LA CHARGE DU LOT GROS OEUVRE

SCALP prévoit les moyens nécessaires à l'évacuation des déchets depuis les postes de travail

Les entreprises ayant à leur charge les prestations ci-dessus, les doivent pour toutes les entreprises intervenantes pour la totalité de la durée du chantier.



| | | | | | |
|--|-----------|----|-----------------------|------------|---------------------------------|
| OLIVIER FAURE Coordonnateur SPS Niveau 2 Conception et Réalisation | INDICE N° | 01 | Mission SPS de niveau | 01 | Page 14 sur 65 |
| | | | Date de la rédaction | 17/04/2020 | |

METAH : Mutualisation des Equipements de Travail et d'Accès en Hauteur
Lot technique spécifique comprenant :

Travail en hauteur

Le matériel conforme à la réglementation sera prévu en fonction des tâches à réaliser, de leurs localisations, des matériaux mis en œuvre et du nombre d'intervenants.

Il est également nécessaire de prendre en compte les besoins liés à leur approvisionnement, leur mise en place, leur utilisation et leur évacuation :

- dimensionnement des accès et voies de circulation
- zone de stockage
- moyens de transport et de manutention
- emprise au sol
- résistance des appuis

Le dimensionnement et les capacités des plateformes et planchers de travail seront conformes à la réglementation en fonction :

- de la nature et de la quantité de matériel, matériaux ou déchets entreposés
- du nombre d'intervenants en simultané.

Seront également pris en compte par le lot METAH les besoins spécifiques des différents corps d'état :

- mettre en œuvre une protection spécifique pour les travaux de couverture
- positionner les différents niveaux d'intervention par rapport à l'ouvrage :
- altitude des planchers pour la pose des menuiseries par l'extérieur (à titre d'exemple, la plateforme sur mâts est adaptée au travail à niveau variable)
- garde-corps complémentaires pour protection de la périphérie des balcons ou des ouvertures en façade (baies...)
- éloignement par rapport aux façades (isolation par l'extérieur...)
- utilisation des moyens pour approvisionner les matériaux ou produits au poste de travail qui n'interfèrent pas avec les équipements METAH. Par exemple, la mise en place d'un monte matériaux, d'une potence ou d'une plateforme de transport accrochée à la structure d'un échafaudage de pied
- travailler avec un éclairage artificiel
- une protection spécifique liée aux travaux réalisés (ex. : parapluie, filet de sécurité, pare-gravois...)

A noter que la priorité sera donnée aux protections collectives définitives intégrées à l'ouvrage (pour en faciliter sa maintenance ultérieure), mises en œuvre au cours du chantier.

Accès aux postes de travail en hauteur

METAH prendra notamment en compte une répartition judicieuse des équipements définitifs ou provisoires choisis et la nécessité de déplacer ces derniers pour suivre l'avancement des travaux.

La pénibilité engendrée par la fréquence et la nature des efforts déployés pour accéder aux postes de travail sera prise en compte et METAH devra favoriser si besoin le recours à des dispositifs mécanisés.

L'entreprise du Lot Gros-Œuvre devra cette prestation (METAH) pour l'ensemble des entreprises.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **15** sur**65**

I.11 - PANNEAU DE CHANTIER

Fourniture et pose d'un panneau de chantier selon modèle défini en phase chantier par le Maître d'œuvre, dont les dimensions et la hauteur de fixation seront définies par le Maître d'œuvre. Elles sont adaptées au texte à inscrire pour qu'il soit normalement lu à 15 m de distance pour les plus petites lettres. Y compris toutes sujétions pour scellements, contreventements, déplacements et entretien en cours de chantier, dépose et enlèvement en fin de chantier.

Y compris éclairage du panneau par projecteurs à éloignement avec alimentation électrique.

Les inscriptions sont conformes à la réglementation et comprendront :

- a) - La désignation de l'opération avec numéro de permis de construire, surface de planchers à construire, date de commencement des travaux et date présumée de leur achèvement, etc. conformément aux dispositions de l'article A421 - 7 du Code de l'Urbanisme.
- b) - La désignation du Maître d'Ouvrage avec éventuellement le logo et l'adresse.
- c) - La désignation de la Maîtrise d'œuvre : Architectes, Economiste de la Construction et Bureaux d'Etudes, Bureau de Contrôle, Coordonnateur S.P.S., et autres contractants avec leurs adresses respectives.
- d) - La désignation des Entreprises concourant à la construction y compris sous-traitants. Les logos couleurs des Entreprises, dans la proportion toute identique, de chaque nom d'Entreprise pouvant y figurer

Une maquette du panneau de chantier devra être validée par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre avant la réalisation du panneau de chantier.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page 16 sur

65

II – MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER

II.1 SUJETIONS LIEES AU SITE

- **Sous-sol** : DICT à fournir par les lots Gros Œuvre et VRD



- **Réseaux enterrés ou aériens** : Outre les prescriptions réglementaires, les mesures particulières définies en concertation avec les concessionnaires pour le travail au voisinage des différents réseaux, seront précisées dans le PPSPS de chaque entreprise concernée.

Toutefois, et si le cas se présente, les dispositions minimales suivantes devront être mises en œuvre par les entreprises de Terrassement et de Gros Œuvre pour leurs parties respectives :

- Balisage par panneaux de tous les réseaux aériens ou souterrains pouvant se trouver au droit des zones de travaux. Ces panneaux devront mentionner la nature éventuelle du réseau concerné.

- Si le passage d'engins de chantier sur un réseau enterré est inévitable, les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour guider les circulations sur les zones protégées (protections à définir en concertation avec le concessionnaire).

Repérage des réseaux existant : respecter la [norme XP-S70-003](#), qui implique un repérage et un traçage des réseaux existants tout au long du chantier. ATTENTION aux réseaux sensibles (GAZ / ELECTRIQUE)

- **Permis de feu** : A rédiger pour tout travaux par points chauds (découpage, meulage, ébardage, soudure, bitume)

- **Tir de Mine** : L'emploi d'explosifs est formellement interdit sur le chantier.

II.2 – PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER

Dès qu'elles en ont connaissance, les entreprises titulaires de lots diffuseront au Coordonnateur SPS, les éléments suivants :

- Les noms et adresses des entrepreneurs sous-traitant
- La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant et une description sommaire de leur prestation,
- La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant,
- L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier

II.2.1 Visite d'inspection commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité, en vue de préciser en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

Cette inspection commune aura lieu avant validation du PPSPS, de manière à intégrer dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.

Pour l'organisation de l'inspection commune préalable, chaque entreprise prendra rendez-vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant son intervention, pour effectuer cette visite.

II.2.2 PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprises titulaires de lots et sous-traitants), doit rédiger un projet de Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) et le transmettre le plus tôt possible au Coordonnateur SPS. Le projet de PPSPS sera validé ou modifié suite à la visite d'inspection commune. Une fois validé par le Coordonnateur SPS le projet de PPSPS deviendra PPSPS de l'entreprise.

AUCUNE INTERVENTION NE POURRA SE FAIRE SANS AVOIR REMIS LE PPSPS.

Le PPSPS devra comporter un certain nombre de chapitres dont un [canevas type](#) est joint en annexe au présent PGCSPS.

Chaque entreprise diffusera un exemplaire de son PPSPS au coordonnateur de sécurité avant tout commencement des travaux.

L'entreprise de Gros Œuvre, ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L4532-8 du Code du Travail, procédera en supplément à une diffusion du PPSPS aux organismes de prévention dont la liste est donnée au chapitre I.5 de ce document.

Toutes les entreprises tiendront leur PPSPS sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention.

Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs prévu à l'article L. 4532-9 est puni d'une amende de 9 000 euros. [Article L4744-5](#) du Code du Travail.

PPSPS en vidéo >>>> [ICI](#) <<<<<

II.2.3 [METAH & SCALP](#)

Durant le mois de préparation de chantier, une réunion spécifique aux prestations METAH et SCALP aura lieu. Au cours de cette réunion, l'ensemble des entreprises détermineront leurs besoins en termes de manutentions mécaniques verticales et horizontales, colisage, zone de stockage, déchets, etc.

L'entreprise du lot Gros-œuvre déploiera les moyens nécessaires en réponse aux entreprises.

OLIVIER FAURE

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **18** sur
65

II.3 – PHASE TRAVAUX

Pendant toute la durée du chantier, le coordonnateur sécurité organise entre les différentes entreprises, y compris les sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, du point de vue sécurité.

A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le coordonnateur.

II.4 – ORGANISATION DES LIVRAISONS (DHOL)

Mise en application de la [recommandation R476](#) : Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier (DHOL) annexé au PGC SPS. Le DHOL est à la charge de **tous les lots**.

Cette recommandation a pour objet de réduire les risques auxquels peut être exposé tout salarié lors des opérations de livraison ou de reprise de matériaux de construction sur ces chantiers. Les risques ou les situations dangereuses peuvent être liés à :

- l'environnement du chantier,
- le travail en hauteur,
- la co-activité,
- la circulation sur le chantier,
- le stationnement des véhicules de livraison,
- le levage et la manutention,
- le stockage.

**GESTION DES APPROVISIONNEMENTS
ET DES MANUTENTIONS**

Ce document permet au responsable de travaux de gérer les approvisionnements et de formaliser dans son PPSPS (plan particulier de sécurité et protection de la santé) ses besoins liés aux manutentions.

cachet de l'entreprise

| | | |
|------------|----------|-----|
| Entreprise | Chantier | Lot |
|------------|----------|-----|

Matériau : **Nombre d'unités**

Poids unitaire (kg) **Dim. L x l x h** **Poids total (tonnes)**

Conditionnement **Moyen de livraison** **Date de livraison**

Moyen de déchargement **Moyen d'approvisionnement vertical** **Moyen d'approvisionnement horizontal**

Matériau : **Nombre d'unités**

Poids unitaire (kg) **Dim. L x l x h** **Poids total (tonnes)**

Conditionnement **Moyen de livraison** **Date de livraison**

Moyen de déchargement **Moyen d'approvisionnement vertical** **Moyen d'approvisionnement horizontal**

Matériau : **Nombre d'unités**

Poids unitaire (kg) **Dim. L x l x h** **Poids total (tonnes)**

Conditionnement **Moyen de livraison** **Date de livraison**


Moyen de déchargement **Moyen d'approvisionnement vertical** **Moyen d'approvisionnement horizontal**

Matériau : **Nombre d'unités**

Poids unitaire (kg) **Dim. L x l x h** **Poids total (tonnes)**

Conditionnement **Moyen de livraison** **Date de livraison**

Moyen de déchargement **Moyen d'approvisionnement vertical** **Moyen d'approvisionnement horizontal**


www.oppbtp.fr

1/2

OLIVIER FAURE

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page 19 sur 65

II.5 – NETTOYAGE DU CHANTIER et GESTION DES DECHETS

Gestion des déchets à la charge du lot Gros Œuvre :

Dans le cadre du développement durable, il est préconisé la récupération de l'ensemble des déchets pour le recyclage de ce qui peut l'être et de valoriser la quasi-totalité des déchets, suivant les meilleures conditions économiques.

Leur mise en dépôt devra être effectuée avec soins dans l'enceinte du chantier.

Incinération avec récupération d'énergie pour les DIB non valorisable (moquette par exemple...).

En dernier recours si une catégorie de déchet ne présente pas de possibilité de valorisation dans des conditions techniques et économiques viables : Stockage des DIB non valorisables et inertes en stockage en classe 2 ou 3.

Tri sélectif à la charge du lot Gros Œuvre :

Le tri sélectif des déchets sera réalisé conformément à la Charte Chantier à Faibles Nuisances.

L'entrepreneur devra impérativement réaliser un tri sélectif sur le chantier afin de récupérer les différents matériaux et de les diriger vers leur filière de valorisation ou d'élimination.

Bennes à la charge du lot Gros Œuvre :

Mise en place des bennes de chantier nécessaires pour recevoir tous les déchets du chantier, et leur remplacement dès qu'elles sont pleines jusqu'à la dernière remise des clefs.

Mise en place d'un nombre de bennes permettant le tri des déchets sur chantier.

Propreté du chantier à la charge de tous les lots :

Toutes les entreprises présentes sur le chantier devront le nettoyage journalier au cœur et en périphérie de toutes les zones travaillées, afin d'éviter les nuisances provoquées par l'envol des emballages et autres matériaux.

La propreté du chantier qui EST L'AFFAIRE DE TOUS. DANS L'INTÉRÊT DE TOUS, doit être maintenue de façon constante.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit, en cas de non-exécution de cette prescription, de faire effectuer sans préavis les nettoyages correspondants autant de fois qu'il est nécessaire par une entreprise extérieure. L'incidence financière sera imputée au compte prorata.



**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **20** sur
65**II.6 – FERMETURE DU CHANTIER – SIGNALISATION**

- 1) L'entreprise du lot **Gros Œuvre** devra clôturer le chantier sur tous les côtés par une **palissade jointive et opaque de 2m de haut**, un portail d'au moins 4m d'ouverture, en fermera l'entrée.
- 2) Toutes les zones de travaux seront clôturées et des panneaux d'interdiction d'accès aux personnes étrangères, seront apposés. Ces clôtures, réalisées panneau opaque, devront intégrer des portillons et portails (toujours maintenus fermés) pour les piétons et véhicules.
- 3) Dès le début du chantier, les bâtiments et locaux intérieurs, resteront fermés. Des canons provisoires seront mis en place et la gestion des clés sera assurée par le **GROS ŒUVRE**.
- 4) L'entreprise du lot **Gros Œuvre** devra le registre du personnel déposé dans la base vie.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **21** sur
65

II.7 – GESTION DES FLUX, ACCES AU CHANTIER, CIRCULATION, SIGNALISATION et CONTROLE

II.7.1 Gestion des flux : Les séparations nécessaires et suffisantes en limite de l'opération, devront être mises en place et entièrement étanche. Une signalétique spécifique guidera les différents utilisateurs ou intervenants (Gendarmerie/chantier). La gestion des flux est à la charge du lot **Gros Œuvre**.

Les flux liés à l'activité de la Gendarmerie ne devront pas être croisés avec ceux liés au chantier. En cas d'impossibilité, et durant ce conflit ponctuel des flux, l'entreprise du lot **Gros Œuvre** mettra les moyens matériel et humain nécessaires à la surveillance et à la protection des différents intervenants (homme trafic) .

II.7.2 Accès au chantier : Les accès au chantier pour les véhicules et les engins mécaniques seront organisés en concertation et avec l'accord du Maître d'Œuvre, et des Administrations publiques concernées.

Un plan de circulation sera proposé par l'entreprise du lot **Gros Œuvre**, au Maître d'Ouvrage avec le sens de circulation et de manœuvre des véhicules et engins utilisés par l'entrepreneur sur le site.

Les routes environnantes empruntées par les engins de chantier feront, si nécessaire, l'objet d'un nettoyage périodique à la charge du lot **Gros Œuvre**.

Un balisage sera mis en place pour les accès, les issues pour les approvisionnements, pour le personnel et pour les usagers de la Gendarmerie.

L'entreprise du lot **Gros Œuvre** devra maintenir pendant toute la durée du chantier les accès des utilisateurs du site, en créant si besoin des accès provisoires.

II.7.3 Circulation : L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour que la circulation publique piétonne et automobile s'effectue correctement. Il sera tenu d'observer rigoureusement les règlements pour la circulation, pendant le cours des travaux.

Sauf dans le cas où un arrêté interdirait toute circulation automobile, les frais de garage et autres qui seraient entraînés par l'inobservation des prescriptions ci-dessus, seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Le libre accès piétons des habitations ou entreprises riveraines au chantier devra être assuré dans tous les cas. Au minimum, l'entrepreneur devra veiller à ce que les riverains puissent entrer ou sortir leurs véhicules des garages en dehors des heures travaillées par l'entreprise.


Pour la préparation du terrain, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour accéder, avec les engins de chantier, en tout point des travaux, quelles que soient la nature du sol et les conditions climatiques (sous réserve que ces dernières ne dépassent pas les intensités limites définies au Cahier des Clauses Administratives Particulières). En tout état de cause, quelle que soit la solution adoptée, elle ne devra pas avoir pour conséquence de souiller la voirie communale par projection de terre provenant des engins de chantier (camions). Un ou plusieurs ponts de lavage pourront être exigés à cette fin. L'entrepreneur effectuera en permanence les nettoyages nécessaires, les dépenses correspondantes étant entièrement à sa charge.

L'entrepreneur prendra toutes précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par son matériel. L'entrepreneur devra se conformer au Code de la route. Réalisation et entretien des voies de circulation et accès à la charge de l'entreprise **Gros Œuvre**.

II.7.4 Signalisation :

Le chantier étant à proximité d'habitations fera l'objet pendant toute la durée des travaux d'une signalisation temporaire.

L'entreprise du lot **Gros Œuvre** mettra en place une signalisation de sécurité destinée à informer les usagers et le personnel de tout danger pouvant exister et à en faciliter son identification précise.

| | | | | | |
|--|------------------------|----|-----------------------|------------|------------------------------|
|  | CENTRE MEDICAL MANDUEL | | | | |
| | PGC SPS | | | | |
| OLIVIER FAURE Coordonnateur SPS Niveau 2 Conception et Réalisation | INDICE N° | 01 | Mission SPS de niveau | 01 | Page 22 sur 65 |
| | | | Date de la rédaction | 17/04/2020 | |

Cette signalisation comprendra :

- ☐ Des signaux par panneaux réglementaires
- ☐ Des signaux lumineux

La signalisation des chantiers diurne et nocturne est faite par les soins de l'entreprise du **lot Gros Œuvre** conformément aux dispositions édictées par l'instruction ministérielle sur la signalisation des 10 et 15 Juillet 1974 parue au J.O. du 7 Août 1974 et les textes réglementaires au moment de l'exécution des travaux.

Les panneaux ou drapeaux de signalisation nécessaires à la fermeture des tronçons travaillés à toute circulation et stationnement seront fournis par ses soins, à ses frais, selon les indications du Service Municipal de la signalisation.

Toutes dispositions seront prises pour assurer à ses frais, la protection, la garde et l'éclairage des chantiers pendant la nuit, les jours de repos et fériés.

Il est précisé que dans le cas d'accidents aux tiers, imputables à un défaut de signalisation de chantier, les dispositions rappelées ci-dessus n'ayant pas été rigoureusement observées par l'entreprise du **lot Gros Œuvre**, celle-ci garantira le Maître d'Ouvrage contre toute condamnation en réparation de dommages prononcés à l'égard de ce dernier.

La signalisation extérieure sera assurée par l'entreprise **Gros Œuvre**, elle mettra en place et entretiendra une signalisation permettant de repérer chaque portail d'accès au chantier. Seront également installés au niveau de chaque accès, les divers panneaux règlementaires (port du casque obligatoire, chantier interdit au public, port des chaussures de sécurité obligatoire, etc...)

La signalisation intérieure sera assurée par l'entreprise Gros Œuvre. A partir de chaque accès, une signalétique spécifique sera installée pour diriger le personnel et les véhicules de livraison aux différents points du chantier. Sur l'ensemble des zones de circulation et intersections, l'entreprise mettra en place une signalisation en fonction des dangers rencontrés

II.7.5 Identification et Registre du personnel :

Seuls les intervenants autorisés possédant **leur carte BTP** ou leur attestation provisoire, pourront pénétrer sur le chantier. Cette carte devra être apposée sur le casque de chantier ou sur un porte badge spécifique visible en permanence.

En cas de manquement le(s) salarié(s) se verra (ont) exclu (s) du chantier.



Pour les entreprises ne faisant pas partie du BTP, l'identification de la l'entreprise devra être visible sur le personnel.

Dès le début de la phase réalisation, l'entreprise du lot **Gros Œuvre** mettra en place un registre du personnel relié avec des pages numérotées. Ce registre sera déposé et fixé dans la base vie. **Chaque entreprise** devra compléter journallement ce registre avec les noms, prénoms de chaque personnel présent sur le chantier.

En cas de manquement le(s) salarié(s) se verra (ont) exclus du chantier.

II.8 – PROTECTION CONTRE L'INCENDIE ET LIEU DE RASSEMBLEMENT

L'entreprise du **lot Gros œuvre** devra mettre en place sur le chantier, des moyens de lutte contre l'incendie, notamment sur la zone de production, dans les cantonnements et sur les aires de stockage. Les véhicules et engins devront être équipés d'extincteurs en nombre suffisant de type et de capacité appropriés aux différents risques. Les extincteurs seront vérifiés par un organisme agréé.



Le lieu de rassemblement est l'endroit où sont dirigés les occupants lorsqu'il y a une évacuation. C'est à cet endroit que sont données les consignes sur les événements à venir : réintégration des locaux, arrêt du travail, etc.

Il est obligatoire de quitter immédiatement un bâtiment au signal d'évacuation et de se diriger vers le lieu de rassemblement prévu pour contrôler l'effectif et signaler toute personne manquante, et le personnel ne doit quitter celui-ci que sur ordre de la direction ou du service de sécurité.

Le choix du point de rassemblement doit être fait de façon à ne pas gêner l'approche des secours extérieurs.

L'entreprise du lot Gros œuvre devra intégrer ce(s) lieu(x) de rassemblement dans la proposition de PIC et matérialiser ce(s) lieu(x) à l'aide des panneaux spécifiques.



**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **24** sur
65

II.9 - PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Le plan d'installation de chantier à plusieurs objectifs, il vise à fournir les indications nécessaires à l'implantation des différentes installations et matériels, à constituer une référence pour les intervenants, mais aussi à permettre l'obtention des différentes autorisations préalables au démarrage, notamment celle relative à l'installation de grues. Il impacte directement le futur déroulement des processus de construction, et sa mauvaise conception peut entraîner retard de chantier, coûts supplémentaires et accidents graves.

Durant la période de préparation, l'entreprise du lot Gros Œuvre transmettra une proposition de **Plan d'Installation de Chantier (PIC)** à valider par le MOE et CSPS.

Outre l'encombrement des bâtiments à construire et les limites du terrain concerné, les principales indications à faire figurer sur ce plan sont les suivantes :

- limites de l'opération ;
- emplacement du poste de fabrication du béton : bétonnières, parc à agrégats, silo à liants, avec indication des surfaces occupées ;
- emplacement de la (ou des) grue(s), avec indication de l'emprise cotée de la voie et tracé de l'aire de balayage de chaque grue ;
- zone d'interdiction de survol ;
- interférences de grues et des contraintes liées au montage et démontage ;
- tracé des voies d'accès, entrées et sorties des véhicules, tracés intérieurs au chantier permettant aux différents engins de circuler ;
- emplacement des locaux avec indication des surfaces réservées au personnel (cantines, sanitaires, vestiaires, etc.) ;
- emplacement des locaux réservés au stockage de petits matériels ;
- emplacement des points de rassemblement ;
- emplacement des aires de stockage pour la terre végétale, pour des remblais ou des matériaux en vrac ;
- emplacement des aires de stationnement des engins ou véhicules ;
- emplacement des postes de préfabrication ou simplement de ferrailage ou de préparation du travail ;
- tracé des circuits provisoires d'alimentation et d'évacuation en électricité, eau, air comprimé, téléphone, drainage, eaux usées, etc. ;
- désignation des arbres à protéger et indication des clôtures à placer autour ;
- tracé de la clôture de chantier et indication des entrées et sorties de véhicules.
- Espace dédié aux bennes à déchets.
- Points de rassemblement

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **25** sur**65****III – MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS ET DES SUJETIONS QUI EN DECOULENT :****III.1- VOIES ET ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES**PRESTATIONS **SCALP** à la charge **du lot Gros Œuvre (pour la partie Circulation et accès)****SCALP** : Sécurisation des **C**irculations, des **A**ccès et **L**ivraisons à **P**ied d'œuvre

Lot technique spécifique comprenant :

Circulation et accès :

SCALP prendra en compte les besoins concernant les circulations et les accès sur le chantier selon l'environnement, la nature des ouvrages, les travaux à réaliser, la planification des différentes interventions et des approvisionnements.

Les informations concernant les voies de circulation pour les véhicules, les engins, les piétons ainsi que les zones de stockage sont décrites sur le plan d'installation de chantier proposé en annexe.

Des règles et consignes seront établies pour évacuer régulièrement les déchets, ne pas encombrer les voies de circulation et les rendre disponibles lors des approvisionnements et distributions aux postes de travail.

Des équipements nécessaires au transport vertical des personnes avec ou sans matériaux devront être installés et utilisés de manière à garantir la sécurité lors de l'accès à l'intérieur ou lors de l'évacuation vers l'extérieur.

PRESTATIONS **METAH** à la charge **du lot Gros Œuvre****METAH** : Mutualisation des **E**quipements de **T**ravail et d'**A**ccès en **H**auteur

Lot technique spécifique comprenant :

Accès aux postes de travail en hauteur

METAH prendra notamment en compte une répartition judicieuse des équipements définitifs ou provisoires choisis et la nécessité de déplacer ces derniers pour suivre l'avancement des travaux.

La pénibilité engendrée par la fréquence et la nature des efforts déployés pour accéder aux postes de travail sera prise en compte METAH devra favoriser si besoin le recours à des dispositifs mécanisés.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **26** sur
65

III.2- CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS - INTERFERENCE DES APPAREILS DE LEVAGE

II.2.1 Conditions de manutention des matériaux et matériels

PRESTATIONS SCALP à la charge **du lot Charpente Metallique**

SCALP : Sécurisation des **C**irculations, des **A**ccès et **L**ivraisons à **P**ied d'œuvre

Lot technique spécifique comprenant :

Levage vertical des matériaux jusqu'aux zones de travail :

Des équipements nécessaires au transport vertical des charges seront déterminés en fonction des besoins suivants :

- conditionnement (vrac, palette, big bag, container, à l'unité...)
- encombrement et le poids de chaque colis
- déplacement des charges de la zone de préhension jusqu'au lieu de dépose (distance, hauteur, trajectoire)
- localisation des zones de réception (terrasse, recettes à matériaux, tours d'approvisionnement avec barrières écluse, plateforme de travail en encorbellement...)

Exemples de moyens de levage :

- treuil, palan, potence
- monte-charge, monte-matériaux, plateforme de transport, ascenseur de chantier ou définitif
- chariots élévateur, chariots de manutention
- grues

Transport horizontal et la livraison des matériaux à pied d'œuvre ou au poste de travail :

Les équipements nécessaires au transport horizontal des charges est prévu par SCALP en fonction des besoins suivants :

- nature et les caractéristiques techniques des colis à déplacer
- les voies et zones de circulation empruntées
- les charges admissibles
- les dimensionnements (longueur, largeur, hauteur)
- les « accidents de parcours » (passage réduit, dénivelé, courbe, pente, zone fragile, trémie...)

Selon les besoins exprimés, au stade de la phase préparation, il pourra être envisagé si nécessaire :

- de renforcer définitivement ou d'étayer la structure porteuse
- de créer des ouvertures ou passages provisoires pour les besoins du chantier
- d'imposer un type de conditionnement à prendre en compte par le fournisseur avant la livraison sur le chantier.

III.2.2 Interférence des appareils de levage

Utilisation de grue à tour CARSAT [R377](#), [R406](#), [R495](#)

Préambule

Le grutier évolue dans un environnement complexe induisant une charge physique et mentale importante :

- Attention soutenue tout au long de la journée,
- Arbitrage entre les multiples sollicitations du chantier,
- Participation à l'organisation du chantier et à son maintien en ordre,
-

Le présent article attire l'attention sur les conditions de travail des grutiers à tour et recommande un certain nombre de règles qui permettent aux salariés d'intervenir dans les meilleures conditions de sécurité et de protection de la santé à leur poste de travail.

Cet article concerne l'ensemble des grues à tour, y compris le matériel de location.

Il est indispensable d'intégrer parmi les critères de choix les préconisations du présent texte avant de sélectionner la grue.

Si les préconisations imposent des modifications, celles-ci ne peuvent être validées que par le constructeur et réalisées selon ses instructions.

Problématiques :

- Accès à la cabine
- Ambiance de travail
- Communication
- Visibilité
- Radio commandes
- Vérifications journalières et entretien courant
- Premiers secours et évacuation d'urgence

Les principes de prévention sont traduits dans ce texte par les mesures de prévention principales suivantes :

- Effectuer une évaluation préalable des risques pour les opérations de stockage et de manutention du chantier,
- Choisir le matériel de levage en adéquation aux travaux à réaliser, conforme aux normes qui lui sont applicables et dont l'installation assure la desserte complète et sans risque pour le chantier,
- Assurer au grutier des conditions de travail limitant la fatigue, la tension et l'isolement au poste de conduite,
- Etablir et faire respecter les consignes d'utilisation de la grue, élingage compris,
- N'employer à la conduite et à la vérification que du personnel apte et spécifiquement formé.

Mesures de prévention

Accès à la cabine

L'accès à la cabine doit faire l'objet d'une attention particulière en raison des risques suivants :

- Chute de l'opérateur lors du cheminement dans la mature,
- Contraintes physiologiques et TMS engendrés par les efforts physiques fournis lors des phases d'accès (montée et descente).

Les mesures suivantes sont donc à mettre en œuvre :

- Des plateformes de repos doivent être présentes au moins tous les 6m (sauf pour la première volée où celle-ci pourra être de 10 m). Le passage par ces plateformes est obligatoire dans le cheminement (les « strapontins » rabattables positionnés tous les 6 m le long d'une volée verticale ne constituent pas une solution acceptable).



| | | | | | |
|--|-----------|----|-----------------------|------------|---------------------------------|
| OLIVIER FAURE Coordonnateur SPS Niveau 2 Conception et Réalisation | INDICE N° | 01 | Mission SPS de niveau | 01 | Page 28 sur 65 |
| | | | Date de la rédaction | 17/04/2020 | |

NB : Pour les GMA les plateformes pourront n'être positionnées que tous les 10 m.

- Les échelles inclinées sont privilégiées.

Les solutions proposées en annexe peuvent être prises en référence pour la modification des matures existantes.

- Un accès motorisé est impératif à partir du :

- 1er janvier 2017, lorsque la cabine de conduite de la grue nécessite plus de 50 m d'ascension,

- 1er janvier 2019, lorsque la cabine de conduite de la grue nécessite plus de 30 m d'ascension.

Cette période transitoire vise à permettre le développement de solutions techniquement sûres.

Avant cette date, l'accès motorisé est impératif à partir de 60 m.

Une solution palliative à la mise en œuvre d'un accès motorisé pourra être de créer un accès au fût à une hauteur intermédiaire, limitant la hauteur à gravir dans le fût à une hauteur inférieure à 30m.

Ce type d'accès réduit la pénibilité lors de l'accès et améliore les conditions d'hygiène du grutier en lui permettant de monter et descendre en fonction de ses besoins et de s'approvisionner facilement en eau.

Ambiance de travail

La conduite en sécurité d'une grue peut être affectée par une ambiance de travail dégradée du fait:

- du bruit ambiant,
- des variations thermiques

L'employeur prend toutes les mesures afin :

- de permettre au grutier de travailler vitres fermées.

- de maintenir une température inférieure à 25°C en période chaude et supérieure à 20°C en période froide.

La mise en place d'une climatisation adaptée associée au chauffage de la cabine peut permettre l'atteinte de ces objectifs.

Communication :

La conduite en sécurité d'une grue peut être affectée par des communications défaillantes entre le grutier et le chantier.

L'employeur prend toutes les mesures afin de mettre à disposition des moyens de communication adaptés à un usage professionnel permettant une bonne compréhension des instructions passées entre le conducteur et le personnel au sol.

Le grutier doit pouvoir communiquer sans lâcher les commandes.

Les personnes susceptibles de communiquer par ces moyens devront être formées (protocole de communication, gestes de commandement, ...).

Visibilité :

La conduite en sécurité de la grue peut être dégradée par un défaut de visibilité sur la zone de travail, défaut pouvant être dû à plusieurs facteurs :

- l'implantation de la grue
- une maintenance inadaptée des dispositifs concourant à la visibilité
- vitre,
- essuie-glace, lave glace,
- camera,
- pare soleil...
- l'éclairage des zones de travail.



| | | | | | |
|--|-----------|----|-----------------------|------------|---------------------------------|
| OLIVIER FAURE Coordonnateur SPS Niveau 2 Conception et Réalisation | INDICE N° | 01 | Mission SPS de niveau | 01 | Page 29 sur 65 |
| | | | Date de la rédaction | 17/04/2020 | |

Les mesures suivantes sont donc à mettre en œuvre :

- Le plan d'implantation des grues prend en compte ce paramètre afin que la vision du grutier sur la zone de manutention se fasse dans les meilleures conditions.
- Les zones de manutention au pied de la grue génèrent une mauvaise posture de travail pour le grutier et sont donc à éviter.
- Le chef d'établissement veille à maintenir en parfait état l'ensemble des dispositifs contribuant à la visibilité lors des manœuvres.
- Les cabines sont à remettre en état avant tout remontage (remplacement des balais d'essuie-glace, nettoyage ou remplacement des surfaces vitrées).
- Le chef d'établissement veille à maintenir le niveau d'éclairage à un niveau compatible avec la manutention à réaliser.

Radio commande

L'utilisation de radio commande sur les grues à tour peut s'avérer intéressante lorsque le grutier doit se déplacer sur le chantier et accéder à des zones de travail peu visibles.

Toutefois toute installation de radio commande doit être étudiée avec soin afin de ne pas créer de situation à risque.

Les mesures suivantes sont donc à mettre en œuvre :

- Une analyse de risque est réalisée préalablement à son installation afin de s'assurer que la radio commande apporte une réelle amélioration au niveau des conditions de travail et n'engendre pas de gêne ou risque supplémentaire :
- La zone d'évolution du grutier doit être maintenue libre et accessible dans toutes les phases du chantier
- La visibilité sur la zone d'évolution des charges est bonne durant toute la phase du chantier
- La mise en place d'une radio commande ne doit pas se substituer à la présence d'une cabine.

Bien que la mise en place d'une radio commande présente certains avantages vis-à-vis de l'accès au poste de conduite et permette d'améliorer la visibilité du grutier dans certaines conditions, le grutier doit conserver la possibilité de conduire sa grue depuis une cabine lorsque les conditions climatiques le nécessitent.

- un dossier technique est constitué, regroupant :
 - Les différents certificats de conformité
 - Les notices d'instructions des différents matériels
- Le rapport de vérification réglementaire de la grue à tour qui précisera bien la prise en compte de la radio commande.
- Un seul poste de commande doit être actif pour commander la grue.
On veillera à rendre inopérant les autres postes de commande existant.
- L'opérateur doit avoir reçu une formation spécifique à ce type de commande et être titulaire du CACES GME ou GMA avec la mention particulière « Conduite sol OUI ».
- Cette formation devra être renouvelée tous les 5 ans.
- L'autorisation de conduite devra porter la mention explicite « Autorisé à conduire une Grue à Tour avec l'aide d'une radio commande ».

Opérations de contrôle et entretien courants

Les opérations de contrôle et d'entretien courants confiées au grutier peuvent être source de dangers pour le grutier.

L'employeur prend toutes les mesures afin que :

- Les opérations de contrôle et d'entretien courants à la charge du grutier soient consignées dans un document établi par le service matériel de l'entreprise en référence à la notice constructeur. Cette procédure doit intégrer les aspects hygiène et sécurité en précisant :
- Les points et les fréquences d'intervention

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **30** sur**65**

- Les règles de sécurité à mettre en œuvre afin de pouvoir réaliser ces opérations en sécurité vis-à-vis :
- Des risques de chute de hauteur
- Des risques présentés par le travail à proximité de pièces en mouvements.
- Des risques électriques.
- Les grutiers soient formés pour réaliser ces opérations.

Premiers secours et évacuation d'urgence :

L'organisation doit permettre l'arrivée rapide des premiers secours et le cas échéant une évacuation en toute sécurité.

L'employeur, en collaboration avec le service de secours, établit avant le démarrage des travaux une procédure de secours et d'évacuation en cas de malaise ou d'accident survenant au grutier.

Cette procédure prend en compte le poste de travail dans son ensemble (accès, poste de commande, zone d'entretien, ..).

Le Grutier :

La conduite des grues à tour ne doit être confiée qu'à des grutiers dont l'aptitude a été reconnue par un "certificat d'aptitude à la conduite en sécurité des grues à tour".

Cette aptitude à la conduite en sécurité ne peut être confondue avec un niveau de classification professionnelle. Elle est la reconnaissance de la maîtrise des questions de sécurité liées à la fonction de grutier, tant sur le plan théorique que pratique.

Ce certificat mentionne le mode de conduite à partir de la cabine ou à partir du sol.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **31** sur**65**

Interférence grues

Lorsque deux ou plusieurs grues à tour sont installées sur un lieu de travail de telle sorte que leurs champs d'action se recouvrent, des mesures sont prises pour éviter les collisions entre les charges ou avec des éléments des grues elles-mêmes.

La construction d'ouvrages avec des grues à tour dans de bonnes conditions de sécurité et de rentabilité nécessite l'organisation préalable des manutentions. Celle-ci procède du choix des appareils et de leur installation en fonction de l'exploitation prévue et des dispositifs de sécurité des grues.

La mise en œuvre et les conditions d'utilisation des grues doivent être définies au préalable, de même que les consignes à respecter, notamment en ce qui concerne les zones d'interférence et les limitations de l'espace de travail ou zone de survol.

Installation des grues

Lorsqu'une installation de plusieurs grues sans interférence s'avère impossible, il faut prendre en compte l'apparition de risques de collision qui peuvent découler des mouvements intempestifs possibles des appareils dans les zones d'interférence et définir le mode de fonctionnement des grues sur le chantier.

Selon l'intensité du programme de manutention prévu dans la zone d'action où les grues interfèrent, des modes de fonctionnement différents peuvent être choisis :

- l'accès à la zone d'interférence est autorisé à un seul crochet. Aucun des crochets des grues avoisinantes ne peut pénétrer dans la zone couverte par la grue désignée ;
- la zone commune peut être desservie alternativement par les crochets de plusieurs grues. Lorsque l'un d'eux est à l'intérieur, aucun autre crochet ne peut y pénétrer ;
- plusieurs crochets peuvent pénétrer dans la zone d'action commune, mais leurs mouvements (trajectoire, sens et vitesse) sont contrôlés en permanence de telle sorte que les parties mobiles (flèche, câble, contreflèche...) en vis-à-vis ne puissent jamais se rencontrer.
- les dispositions prises pour gérer les interférences sont également valables pour limiter les zones de survol.

Conditions d'exploitation

Les consignes établies dans le cadre de cette organisation permettent d'obtenir le respect du mode de fonctionnement choisi. L'application de ces consignes sera facilitée dans les conditions suivantes :

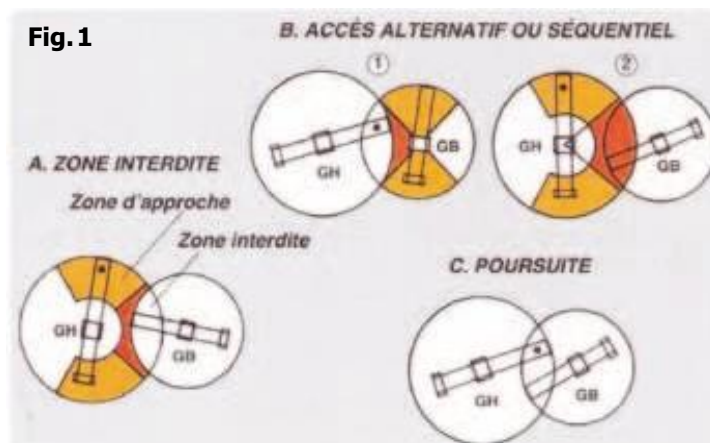
- l'opérateur possède en cabine toutes les informations nécessaires à la conduite de l'appareil selon le mode de fonctionnement retenu (signalisation de vitesse et de position, notamment à l'approche de la limite de zone d'évolution...) ;
- des dispositifs de sécurité interviennent en ralentissant, puis en arrêtant les mouvements dangereux, lorsque pour toute raison fortuite, un appareil outrepassé les limites de mouvement qui lui sont imparties.
- Le fonctionnement de l'auxiliaire de sécurité correspond alors à un dysfonctionnement de l'organisation générale du chantier, auquel la maîtrise doit remédier. Les consignes au grutier lui rappelleront donc la nécessité de rendre compte de toute difficulté de conduite rencontrée ;
- ces dispositifs ne doivent intervenir que dans les conditions de fonctionnement prévues par le constructeur des grues à tour, et tenir compte des conditions d'exploitation du chantier. En particulier, ils doivent permettre la mise en girouette des grues, qui doit toujours rester possible.

Dispositifs de sécurité

Selon le mode de fonctionnement choisi pour les grues, les dispositifs de sécurité utilisables peuvent être très différents.

On utilisera par exemple :

- dans le cas A, des dispositifs conduisant à un arrêt automatique à l'entrée de la zone surveillée. Pour être adaptés aux caractéristiques des mécanismes de mouvement d'orientation des grues à tour, ils nécessitent souvent la mise en œuvre d'un dispositif de surveillance de vitesse permettant en particulier de travailler en zone d'approche des limites de zone interdite (Fig. 1) ;
- dans le cas B, des limiteurs de course à fonctionnement interactif, ou des dispositifs de types séquentiels. Le contrôle de la vitesse d'évolution de la grue en zone surveillée reste nécessaire ;
- dans le cas C, des dispositifs de type « poursuite » permettant de tenir compte en temps réel des positions et des mouvements des obstacles en vis-à-vis, et après avertissement des opérateurs, de ralentir puis d'arrêter les mouvements dangereux ; le dispositif doit alors prendre en compte les réactions de la machine aux ordres de ralentissement et d'arrêt ;
- les grues à tour récentes sont conçues pour pouvoir être équipées de ce type de dispositif ; les informations nécessaires sont données dans la notice d'instructions.



Vérification de l'installation

Elle doit fournir des preuves de la sûreté et de la fiabilité d'emploi du dispositif, compte tenu des caractéristiques des mouvements des grues à tour installées. L'examen qui précède tout essai établira la conformité des dispositifs installés au descriptif du constructeur. Les essais de tous les mouvements effectués à charge maximale d'utilisation permettront de s'assurer que le mode de fonctionnement prévu pour le chantier est réalisé. Ces essais font apparaître les réactions des mécanismes des mouvements des appareils.

Cette vérification, à la charge du chef d'établissement, sera effectuée par des techniciens dûment qualifiés et spécialisés.

L'équipe de manutention

Il est souhaitable de confier l'exploitation d'une telle installation à une équipe qui regroupe toutes les personnes chargées des travaux de manutention.

Cette équipe devrait comprendre :

- un chef de manœuvres dont la mission essentielle est de respecter et de faire respecter le plan de manutention ;

- les signaleurs chargés d'assister le préposé et de relayer les ordres de manœuvre des colis ;
- les opérateurs, conducteurs ou grutiers chargés de déplacer les fardeaux. Tous doivent connaître les manœuvres possibles avec l'appareil, les instructions de conduite et les consignes du chantier. Afin de s'assurer de la bonne compréhension de ces consignes, des séances de formation au fonctionnement des dispositifs et d'information relatives aux dispositions prises sur les chantiers sont souvent nécessaires;
- les élingueurs chargés d'accrocher les charges au crochet de la grue et de les décrocher.

Conduite des appareils

Elle est confiée au grutier. Celui-ci s'assurera notamment de la compatibilité des charges à transporter, compte tenu des portées où elles se trouvent et des effets du vent, avant de les déplacer dans de bonnes conditions de sécurité pour le personnel environnant et la charge.

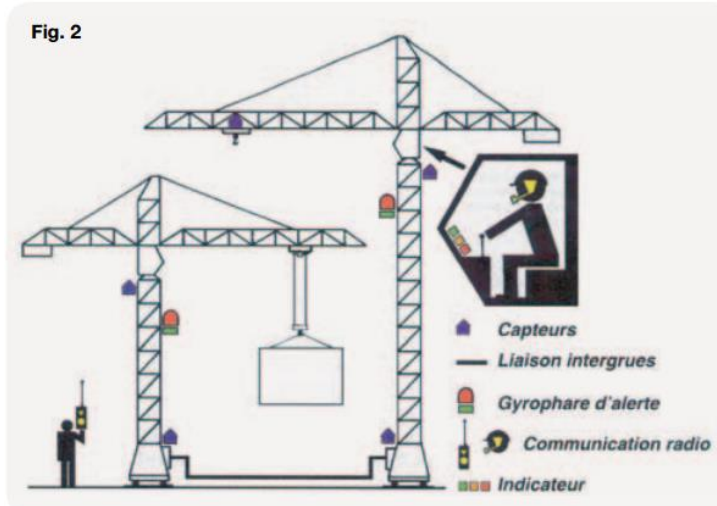
Le grutier utilise à cet effet les indications du dispositif anticollision. Lorsque ce dernier agit, le grutier est informé que le crochet va arriver en limite d'approche, et le mouvement en cours, d'abord ralenti, est arrêté. Face à cette situation, il peut modifier la trajectoire du crochet afin de tenir compte de l'obstacle imprévu. Lorsque la situation de l'obstacle ne permet pas au crochet d'atteindre son lieu de prise ou de dépose, une concertation s'impose entre le chef de manœuvre et le grutier afin de définir une organisation adaptée au cas considéré.

À cette occasion, il est fort utile de mettre en œuvre des moyens de communication tels que radio, interphone, talkie-walkie... (Fig. 2).

En cas de défaillance du dispositif, les mouvements d'un ou plusieurs appareils s'interrompent tandis qu'une signalisation de défaut à l'usage du chantier apparaît (gyrophare...).

Le chef de manœuvre entreprend les démarches nécessaires à la remise en service.

Fig. 2



**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **34** sur**65**

Maintenance

Afin de se prémunir contre d'éventuelles perturbations dans le fonctionnement du dispositif, il faut en assurer la maintenance régulièrement.

Cette action est d'autant plus nécessaire que ces dispositifs de sécurité ne devraient normalement jamais intervenir. Il convient donc de vérifier régulièrement leur bon fonctionnement.

Cette tâche peut être confiée au grutier. Celui-ci, du fait de la situation du poste de commande de l'appareil, peut en effet vérifier *in situ* les conditions de fonctionnement des organes de prise d'informations des capteurs (capteurs de translation, etc.) et de déclenchement en limite de zone autorisée. Le grutier doit rendre compte à sa hiérarchie de toute défaillance constatée.

La procédure à utiliser lui sera donc indiquée. Celle-ci prend en compte les instructions du fabricant des dispositifs.

L'état de conservation et le fonctionnement des dispositifs anticollision sont examinés lors de la vérification générale périodique.

III.3- DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ENTREPOSAGE ET PREFABRICATION

III.3.1 - Généralités

Les zones de stockage devront être aménagées suivant le plan d'installation proposé par le lot Gros Œuvre et validé par le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Ouvrage.

Les zones de stockages seront nivelées par apport de tout venant compacté assurant la stabilité et la propreté de l'espace.

Les zones de stockages devront être délimitées physiquement et desservies par un cheminement sécurisé.

Les zones de stockage devront être organisées en fonction de l'espace dédié aux livraisons et capacités des moyens de levages dédiés à la manutention mécanique.

Idem pour les zones de préfabrication, fabrication de béton.

Chaque entreprise reste responsable de l'entreposage de ses matériaux ainsi que de leur balisage.

Le rangement des matériaux doit être organisé en fonction de leur colisage.

Durant la période de préparation et la réunion spécifique, les entreprises donneront leurs besoins en termes de stockage afin que l'entreprise de **Gros Œuvre** puisse ajuster son plan d'installation de chantier par phase.

III.3.2 - Zone de stockage de matières ou substances dangereuses

Bien entreposer pour protéger

Au-delà de sa fonction de « magasin », le lieu de stockage a pour vocation première de limiter l'exposition aux risques associés à ces produits chimiques et de soustraire les personnes aux effets d'un dégagement involontaire ou d'une réaction chimique spontanée.

Afin de limiter les quantités de produits chimiques aux postes de travail tout en garantissant une activité continue, le stockage peut être organisé en un local central et un ou plusieurs lieux de stockage dits « tampons » à proximité des postes de travail. L'utilisation des lieux de stockage doit être soumise à des règles strictes, dont l'application doit être contrôlée régulièrement par un responsable compétent.

Lieux de stockage des produits chimiques : quelques règles d'organisation :

- Limiter l'accès au stockage aux seules personnes formées et autorisées
- Tenir à jour un état du stock
- Subordonner le stockage d'un produit à l'existence de sa fiche de données de sécurité et de son étiquetage
- Mettre en place un classement rigoureux et connu (affichage d'un plan, interdiction d'entreposer des emballages volumineux ou lourds en hauteur, pas d'entreposage d'outillage et de matériel dans le local de stockage de produits chimiques...)
- Instaurer une règle de déstockage « premier entré/premier sorti »
- Respecter les dates de péremption de produits
- Mettre en place une procédure d'élimination des produits inutiles ou périmés
- Interdire l'encombrement des voies d'accès, des issues et équipements de secours
- Quelle que soit leur taille, les lieux de stockage sont à concevoir et à aménager en tenant compte non seulement des propriétés physico-chimiques des produits, mais aussi des types de contenants qui y seront entreposés, du nombre de personnes devant y avoir accès, de la quantité de produits consommée... Il faut également anticiper les besoins liés au stockage des déchets chimiques en vue de leur élimination.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **36** sur
65

Signalisation

Les lieux de stockage doivent être clairement identifiés. Des panneaux d'avertissement doivent figurer à l'entrée comme par exemple « Matières inflammables », « Matières corrosives », « Matières toxiques »... Outre le plan de stockage (localisation des différents produits, capacité maximale...) peuvent être également prévus l'affichage d'un récapitulatif de l'étiquetage des produits entreposés et le rappel des incompatibilités éventuelles.

Séparation des produits incompatibles / réactions dangereuses

Certains produits peuvent réagir les uns avec les autres, provoquant parfois des explosions, des incendies, des projections ou des émissions de gaz dangereux. Ces produits incompatibles doivent être séparés physiquement.

D'autres produits encore réagissent violemment avec l'eau : ils doivent être entreposés de façon à ce que tout contact avec de l'eau soit impossible, même en cas d'inondation.

Enfin, les produits inflammables doivent être stockés à part dans une enceinte dédiée et constamment ventilée.

Prévention et lutte contre l'incendie

Un local de stockage de produits en quantités importantes doit être isolé du reste du bâtiment, afin d'éviter la propagation d'un incendie qui s'y déclarerait. De même, il doit être bâti à l'aide de matériaux durs et incombustibles et muni de systèmes d'évacuation et de lutte contre le feu appropriés (portes coupe-feu, extincteurs...). L'accès au local doit être facile, permettant une évacuation rapide en cas d'accident. Une localisation en sous-sol est à proscrire.

De même, l'installation électrique doit être réduite au minimum indispensable à l'intérieur du local et, selon les produits entreposés, être adaptée à une zone où peuvent apparaître accidentellement des atmosphères explosibles (éclairage étanche, par exemple).

Prévention et lutte contre les dispersions accidentelles

Des capacités de rétention doivent être prévues par catégorie de produits. Le local de stockage doit lui-même être en rétention générale. Un produit absorbant approprié aux produits stockés (neutralisant, incombustible) doit être disponible dans le local de stockage, afin de récupérer fuites et gouttes de produits.

Suivant les résultats de l'évaluation des risques, un appareil respiratoire isolant (à entretenir et vérifier périodiquement) sera disposé à l'extérieur du local et à proximité de l'entrée et une douche de sécurité ainsi qu'une fontaine oculaire de secours seront accessibles à proximité immédiate.

Ventilation et conditionnement d'air

Une ventilation mécanique, résistant à la corrosion et assurant un renouvellement d'air de 4 à 6 volumes par heure, doit être prévue. Ce débit doit pouvoir être porté ponctuellement (en cas de dispersion accidentelle d'un liquide volatil, par exemple) à 20 volumes par heure à l'aide d'une commande située à l'extérieur du local.

Par ailleurs, le gel peut altérer un certain nombre de préparations et entraîner des ruptures de conditionnement. À l'inverse, une température élevée favorise des surpressions préjudiciables aux emballages et dangereuses lors de leur ouverture. En conséquence, des mesures doivent être prises pour maintenir la température du local à un niveau approprié.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **37** sur**65****III.4- CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS OU DECOMBRES**PRESTATIONS **SCALP** à la charge **du lot Gros Œuvre (pour la partie Evacuation des déchets)****SCALP** : Sécurisation des **C**irculations, des **A**ccès et **L**ivraisons à **P**ied d'œuvre

Lot technique spécifique comprenant :

Evacuation les déchets

Les moyens nécessaires à l'évacuation des déchets depuis les postes de travail est à la charge de l'entreprise gérant la prestation SCALP (Gros Œuvre).

Gestion des déchets à la charge du **lot Gros Œuvre** :

Dans le cadre du développement durable, il est préconisé la récupération de l'ensemble des déchets pour le recyclage de ce qui peut l'être et de valoriser la quasi-totalité des déchets, suivant les meilleures conditions économiques.

Leur mise en dépôt devra être effectuée avec soins dans l'enceinte du chantier.

Incinération avec récupération d'énergie pour les DIB non valorisable (moquette par exemple...).

En dernier recours si une catégorie de déchet ne présente pas de possibilité de valorisation dans des conditions techniques et économiques viables : Stockage des DIB non valorisables et inertes en stockage en classe 2 ou 3.

Tri sélectif à la charge du **lot Gros Œuvre** :

Le tri sélectif des déchets sera réalisé conformément à la Charte Chantier à Faibles Nuisances.

L'entrepreneur devra impérativement réaliser un tri sélectif sur le chantier afin de récupérer les différents matériaux et de les diriger vers leur filière de valorisation ou d'élimination.

Bennes à la charge du **lot Gros Œuvre** :

Mise en place des bennes de chantier nécessaires pour recevoir tous les déchets du chantier, et leur remplacement dès qu'elles sont pleines jusqu'à la dernière remise des clefs.

Mise en place d'un nombre de bennes permettant le tri des déchets sur chantier.

OLIVIER FAURE

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **38** sur

65

III.5- CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Recommandations amiante – ciment CARSAT R387, R376, R378

A prendre en considération en fonction du diagnostic amiante avant travaux

Liste chronologique des textes

Article L4731-1 du Code du Travail

Décret n°88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante

Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.

Recommandations matériaux plombifères

Concernant les travaux de démolition, les dispositifs réglementaires n'exigent pas de plan de retrait des matériaux contenant du plomb. Néanmoins, nous recommandons à l'entreprise d'établir un plan d'intervention qui précisera les mesures prises contre les risques d'ingestion et d'inhalation des particules de plomb pendant les travaux. Ce plan devra inclure les éléments suivants :

- identification des travaux ;
- méthodes d'enlèvement des peintures et autres matériaux ;
- mesures de protections collectives ;
- aptitude médicale des opérateurs ;
- équipements de protection individuelle du personnel ;
- mode opératoire d'habillage et de décontamination du personnel ;
- élimination des déchets et des équipements ;
- information-formation des opérateurs (justifié par attestation) ;
- contrôle des locaux après travaux.

III.6- UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES, ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE

III.06.01 PROTECTIONS COLLECTIVES

PRESTATIONS METAH à la charge du lot Gros Œuvre

METAH : Mutualisation des Equipements de Travail et d'Accès en Hauteur

Lot technique spécifique comprenant :

Travail en hauteur

Le matériel conforme à la réglementation sera prévu en fonction des tâches à réaliser, de leurs localisations, des matériaux mis en œuvre et du nombre d'intervenants.

Il est également nécessaire de prendre en compte les besoins liés à leur approvisionnement, leur mise en place, leur utilisation et leur évacuation :

- dimensionnement des accès et voies de circulation
- zone de stockage
- moyens de transport et de manutention
- emprise au sol
- résistance des appuis

Le dimensionnement et les capacités des plateformes et planchers de travail seront conformes à la réglementation en fonction :

- de la nature et de la quantité de matériel, matériaux ou déchets entreposés
- du nombre d'intervenants en simultané.

Seront également pris en compte par METAH les besoins spécifiques des différents corps d'état :

- mettre en œuvre une protection spécifique pour les travaux de couverture
- positionner les différents niveaux d'intervention par rapport à l'ouvrage :
- altitude des planchers pour la pose des menuiseries par l'extérieur (à titre d'exemple, la plateforme sur mâts est adaptée au travail à niveau variable)
- garde-corps complémentaires pour protection de la périphérie des balcons ou des ouvertures en façade (baies...)
- éloignement par rapport aux façades (isolation par l'extérieur...)
- utilisation des moyens pour approvisionner les matériaux ou produits au poste de travail qui n'interfèrent pas avec les équipements « METAH ». Par exemple, la mise en place d'un monte matériaux, d'une potence ou d'une plateforme de transport accrochée à la structure d'un échafaudage de pied
- travailler avec un éclairage artificiel
- une protection spécifique liée aux travaux réalisés (ex. : parapluie, filet de sécurité, pare-gravois...)

A noter que la priorité sera donnée aux protections collectives définitives intégrées à l'ouvrage (pour en faciliter sa maintenance ultérieure), mises en œuvre au cours du chantier.

L'entreprise de **Gros Œuvre** aura à sa charge, la fourniture, la mise en place, la maintenance des protections collectives jusqu'à leur dépose définitive ou jusqu'à la pose des protections collectives définitives.

Le type de protections collectives mises en œuvre par l'entreprise devra être clairement décrit dans son PPSPS.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **40** sur
65

Les protections collectives devront être conçues et réalisées pour répondre aux principes généraux suivant :

- Etre toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque
- Etre adaptées et suffisantes pour permettre, en toute sécurité et sans démontage, la réalisation de l'ensemble des travaux de l'entrepreneur de ses sous-traitants ou des entreprises appelées à lui succéder sur la partie d'ouvrage considérée (en particulier pour les travaux d'étanchéité, de couverture, de menuiseries extérieures).

Seul l'entrepreneur ayant la charge de la maintenance d'une protection collective provisoire, sera autorisé à la déposer.

Cependant, une protection collective ne pourra être déposée que dans les cas suivants :

- Disparition du risque lié à l'avancement des travaux
- La protection collective définitive de l'ouvrage est mise en place, et elle est suffisante pour les travaux qui restent à réaliser
- Un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente est mise en œuvre (l'entreprise qui se trouve dans ce cas de figure devra établir une procédure dans son PPSPS)

Si à la fin des travaux de l'entreprise, un ou plusieurs risques subsistent sur l'ouvrage, les prescriptions édictées ci-dessus restent applicables. Cette dernière devra donc, le cas échéant se rapprocher du Coordonnateur SPS afin que des dispositions puissent être définies en concertation avec le maître d'œuvre et les autres entreprises appelées à lui succéder.

Les sécurités collectives concernent principalement pour :

*** Les terrassements et le gros œuvre**

- La protection des têtes de talus issues des terrassements
- La protection contre les blessures tétrébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risque d'empalement)
- La protection contre les chutes autour des fouilles et des tranchées
- La protection contre les chutes d'objets à l'aplomb des entrées des bâtiments, des parkings et des passages couverts
- La protection contre les chutes de hauteur au niveau des accès et escalier, des ouvertures extérieures, des gaines et des trémies, des toitures terrasses, des réservations diverses, etc...

*** Les travaux de couverture, d'étanchéité et de travaux de second œuvre sur les façades**

- La protection contre les chutes d'objets à l'aplomb des zones d'intervention
- La protection contre les chutes de hauteur

*** Les travaux de VRD**

- La signalisation et la protection des travaux d'assainissement, VRD, de chaussée, etc, situés en bordure de pistes ou de voies circulées
- La protection contre les chutes autour des fouilles et tranchées.

Il est important de rappeler que les protections collectives devront être conçues et implantées de façon à permettre la mise en place des divers ouvrages (menuiseries extérieures, garde-corps définitifs, portes palières d'ascenseur ...)

Seule l'entreprise ayant mis en place un dispositif de protection collective, est habilitée à le déplacer ou modifier.

Travaux en élévation

Lorsque le personnel travaille ou circule à une hauteur supérieure à 1m, en étant exposé à des risques de chute dans le vide, des protections collectives doivent être installées au niveau du plan de travail ou de circulation.

Ces protections collectives peuvent être constituées :

- garde-corps rigides destinés à empêcher les chutes,
- de surfaces de recueils rigides tels que planchers ou auvent destinés à arrêter une personne avant qu'elle ne soit tombée de plus de 3m de chute libre
- de surfaces de recueil souples telles que des filets, capables d'arrêter une personne avant qu'elle ne soit tombée de plus de 6m de chute libre.

Les planchers d'échafaudage, quelle que soit leur hauteur, doivent être munis de garde-corps rigides. Dans le cas où des moyens de protection collectives (ne peuvent pas en gros être mis en œuvre de manière suffisante), et lorsque la durée prévue d'exécution des travaux n'excède pas une journée, des équipements de protection individuelles contre les chutes adaptés (harnais + dispositif de liaison et d'ancrage) doivent être mis à la disposition des travailleurs.

Des points d'ancrage sûrs et adaptés à la nature des travaux doivent être indiqués aux utilisateurs par le responsable d'entreprise. Ce dernier doit en outre veiller à l'utilisation effective de ces équipements.

En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement de protection collective et dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le maître d'œuvre fera mettre les protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

Observation

Un garde-corps conforme comporte obligatoirement 4 éléments :

- potelets espacés de 1.5m max
- une lisse à 1m
- une sous lisse à 0,45m
- une plinthe à 0,15m
- les lisses et supports devront être différenciés des matériels de coffrage (peinture 2 couleurs)

L'entreprise étudiera la possibilité de mettre en place une protection provisoire ne gênant pas la pose des éléments définitifs :

- solide, calée ou fixée
- treillis + garde-corps

Utilisation d'échafaudage

Avant d'utiliser un échafaudage, le responsable d'entreprise a pour obligation de vérifier sa conformité au titre VI du décret du 8 janvier 1965.

Le personnel intervenant sur un échafaudage devra justifier de la formation adéquate.

Type et caractéristiques de mise en œuvre à préciser dans le PPSPS des entreprises employant ce matériel.

Les entreprises devront définir dans leur PPSPS, leurs besoins en surfaces, altitude et charges, ainsi que leur période d'utilisation, afin d'organiser la mise en commun d'échafaudage en accord avec le Coordonnateur SPS.

Lors de la mutualisation de l'échafaudage un [procès-verbal de mise à disposition](#) devra être signé entre toutes les parties concernées.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **42** sur
65**Echelles**

LES ECHELLES NE PEUVENT PAS ETRE UTILISEES COMME UN POSTE DE TRAVAIL. Elles sont réservées à l'usage d'accès temporaire pour des hauteurs n'excédant pas 3.5m et ayant un caractère non répétitif.

Selon les possibilités techniques et les hauteurs de travail les entreprises utiliseront :

- des nacelles élévatrices
- des échafaudages
- des PIRL
- des escaliers provisoires

Elévation des personnes

Il est demandé d'utiliser en priorité les moyens définitifs.

L'utilisation des moyens de levage pour le transport et l'élévation de personnes autres que ceux qui ont été conçus à cet effet, est interdite sur le chantier.

Les appareils utilisés tels que les nacelles doivent être conformes et vérifiés, conduits par des salariés titulaires d'une autorisation de conduite délivrée par leur employeur après reconnaissance de leurs aptitudes médicale, théorique et pratique à la conduite.

La liste des personnes est tenue à jour sur le chantier par le responsable de l'entreprise.

Elle sera communiquée au Coordonnateur SPS sur sa demande.

Equipement de protection individuelle contre les chutes

Il ne peut être utilisé que pour des travaux de courte durée (inférieure à une journée) et lorsque la mise en place d'une protection collective est impossible.

Il comprend :

- un harnais de sécurité conforme à la norme NF S 71-020
- un dispositif de liaison adapté
- un dispositif d'ancrage commode à utiliser

Conformément à l'arrêté du 19 mars 1993, ces équipements doivent être vérifiés depuis moins de 12 mois au moment de leur utilisation.

L'entreprise fournira, sur demande, au Coordonnateur SPS les PV de vérification des matériels utilisés.

L'entrepreneur trouvera toute précision utile sur la fiche du mémo pratique de l'OPPBTP

Recette à matériaux : plate-forme équipée de garde-corps périphériques et destinée à faciliter et à sécuriser l'approvisionnement en hauteur des matériaux sur le chantier (second œuvre principalement). Elle peut permettre un stockage provisoire. A la charge du **lot Gros Œuvre**

III.6.2 INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES ET ECLAIRAGE DE CHANTIER

L'entreprise du lot Gros Œuvre mettra ou fera mettre en place une armoire de chantier à raccorder sur le réseau EDF. Tous les frais d'installation sont à la charge du lot **Gros Œuvre**. Les consommations seront à la charge du compte PRORATA.

La totalité de l'installation électrique provisoire est attribué au **Lot Electricité**.

Si nécessaire et à la demande du Coordonnateur ou du Maître d'œuvre, un éclairage de chantier sera installé par le **lot Electricité**.

L'entreprise du lot Electricité devra assurer également la maintenance et la réinstallation de cette installation au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Les coffrets de chantier équipés d'un dispositif à haute sensibilité inférieur ou égal à 30mA seront en nombre suffisant de façon à éviter les rallonges de plus de 25m

En fonction de la période d'intervention, il faudra prévoir s'il y a lieu, un balisage lumineux extérieur de l'accès au chantier.

Bien qu'une installation électrique de chantier présente un caractère provisoire, elle doit obligatoirement être réalisée, dès sa création, en conformité avec la réglementation. Une attestation de conformité sera à transmettre par le **lot Electricité** à chaque création ou modification d'installation.

Ce paragraphe précise les conditions d'application des règles d'utilisation de l'électricité lors de la conception d'une installation électrique de chantier ; elle aborde également les mesures à prendre durant les phases de réalisation, d'entretien et de contrôle.

Mesures générales de prévention :

II.6.1 Caractéristiques du chantier :

Le chantier est un lieu soumis aux intempéries, à la poussière, etc., et les risques d'incidents mécaniques sont constants. Le chantier sera donc considéré comme un emplacement de travail humide dans lequel mieux vaut éviter de porter ou de maintenir les masses à un potentiel supérieur à 25 V.

Définition des risques:

Deux types de risques existent :

- Le contact direct

Le contact direct est le contact entre un travailleur et des pièces conductrices *habituellement* sous tension.

- Le contact indirect

Le contact indirect est le contact entre un travailleur et des masses mises *accidentellement* sous tension à la suite d'un défaut d'isolement.

Protections :

- La protection réglementaire contre le risque de *contact direct* est essentiellement préventive. Il est nécessaire de mettre hors de portée les pièces conductrices sous tension soit par éloignement soit au moyen d'écran ou par isolation.
- La protection contre le risque de *contact indirect* associe l'interconnexion des masses reliées à une prise de terre ou à un ensemble de prises interconnectées avec un système de détection de défaut. Celui-ci induit une signalisation dans le cas de défaut non dangereux et une coupure dans le cas de défaut risquant de porter les masses à un potentiel supérieur à 25 V (protection différentielle). La réalisation d'une prise de terre du type ceinturage à fond de fouille, facilite l'interconnexion. Si l'on utilise des appareils électriques avant l'existence du ceinturage à fond

de fouille, il y a lieu de créer des prises de terre provisoires. Toutes les masses des appareils placés en aval d'un même dispositif de protection doivent être obligatoirement interconnectées.

- Dans tout circuit terminal, et notamment sur le circuit d'alimentation de chaque machine, doit être placé un dispositif de coupure d'urgence permettant de couper en charge tous les conducteurs actifs en une seule manœuvre.
- Tous les calibres de fusibles et tous les réglages de relais thermiques doivent être choisis suivant la norme NF C 15-100 en fonction des machines ou des canalisations électriques qu'ils protègent.

Construction et entretien de l'installation

Il est facile de réaliser de bonnes installations, à condition que les travaux soient exécutés par du personnel compétent, suivant les règles en vigueur (NF C 15-100 et autres), avec du matériel en bon état et adapté aux services qu'il aura à assurer. Seul l'usage d'armoires électriques correctement conçues et comportant les dispositifs de protection appropriés permet la réalisation d'installations sûres.

La mise à la terre étant obligatoire, il est nécessaire de prévoir des câbles d'alimentation comportant un conducteur de protection incorporé.

Les installations électriques doivent être surveillées. Le personnel doit être informé de l'organisation de cette surveillance.

Consignes

Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités.

Un travailleur est habilité dans les limites des attributions qui lui sont confiées. L'habilitation, délivrée par l'employeur, spécifie la nature des opérations qu'il est autorisé à effectuer (articles R.4544-9 et R.4544-10).

Avant de délivrer l'habilitation, l'employeur s'assure que le travailleur a reçu la formation théorique et pratique qui lui confère la connaissance des risques liés à l'électricité et des mesures à prendre afin d'intervenir en sécurité lors de l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

L'employeur délivre, maintient ou renouvelle l'habilitation selon les modalités contenues dans les normes mentionnées à l'article R.4544-3.

L'employeur remet à chaque travailleur un carnet de prescriptions établi sur la base des prescriptions pertinentes de ces normes, complété, le cas échéant, par des instructions de sécurité particulières au travail effectué.

Vérification - contrôle périodique

Au démarrage du chantier, une vérification complète de l'installation doit être faite ; lors de chaque modification de structure de l'installation électrique, celle-ci doit également faire l'objet d'une vérification. Il y a lieu tout particulièrement :

- de faire des mesures d'isolement, de vérifier la continuité des circuits de protection interconnectant les masses ;
- de vérifier l'état de fonctionnement du contrôleur permanent d'isolement ou du seuil et de la temporisation éventuelle des dispositifs à courant différentiel résiduel ;
- de mesurer la valeur de la résistance des prises de terre, valeurs qui doivent être en rapport avec les appareils de protection choisis et le rôle qui leur est imparti.

Il y a lieu de vérifier le bon fonctionnement des appareils de protection, le calibre des fusibles et le réglage des relais thermiques.

Ces vérifications doivent être effectuées par une personne ou un organisme certifié.

Toutefois, sur les installations dont la puissance est inférieure à 100 kVA, une personne ayant des connaissances approfondies dans le domaine de la prévention des risques électriques et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes et exerçant régulièrement l'activité de vérification



| | | | | | |
|---|-----------|----|-----------------------|------------|---------------------------------|
| OLIVIER FAURE Coordonnateur SPS Niveau 2 Conception et Réalisation | INDICE N° | 01 | Mission SPS de niveau | 01 | Page 45 sur 65 |
| | | | Date de la rédaction | 17/04/2020 | |

peut également les effectuer.

De plus, une vérification périodique doit être effectuée au moins une fois par an par une personne appartenant ou non à l'établissement et possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires afférentes.

Toutes les vérifications font l'objet de rapports détaillés établis suivant les instructions réglementaires.

La date de chacune d'entre elles doit être portée au registre de sécurité, ainsi que le nom et la qualité de la personne qui les a effectuées. L'inspecteur du travail peut, à tout moment, mettre en demeure le chef d'établissement de faire procéder à la vérification de tout ou partie de l'installation par un vérificateur certifié.

Documents obligatoires à tenir à disposition sur le chantier même

- Un plan schématique du chantier où sont indiqués, en particulier, les passages des câbles enterrés.
- Le registre de sécurité où sont consignées, par ordre chronologique, les dates et la nature des vérifications.
- Les rapports des vérifications initiales et périodiques.
- Les justifications des travaux et modifications effectués afin de remédier aux déficiences constatées dans les rapports précités.

DOCUMENTS À CONSULTER

- **Norme française NF C 15-100**
Installations électriques à basse tension
- **Armoires et coffrets électriques pour installations de chantier en basse tension**
Fiche prévention G4 F 01 12 – Édition OPPBTP
- **Installation électrique provisoire pour l'éclairage des chantiers**
Fiche prévention G1 F 02 12 – Édition OPPBTP
- **Installation électrique provisoire intérieure des chantiers de bâtiment**
Fiche prévention G1 F 03 12 – Édition OPPBTP

RÉGLEMENTATION

- **Code du travail**
 - Obligations de l'employeur pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail: décret 2010-1016 du 30 août 2010 et art. R.4226-1 à R.4226-21.
 - Dispositions relatives à la prévention des risques électriques dans les lieux de travail : décret 2010-1017 du 30 août 2010 et art. R.4215-1 à R.4215-11.
 - Opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage : décret 2010-1118 du 22 septembre 2010 et art. R.4544-1 à R.4544-11.
 - Distances de sécurité : art. R.4534-108 et R.4534-109.
- **Arrêté du 10 octobre 2000**
 - Périodicité, objet et étendue des vérifications des installations électriques et contenu des rapports relatifs à ces vérifications.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **46** sur
65

III.7- MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

III.7.1 – Généralités

Les travaux nécessitant des postes de travail superposés dans un même volume sont interdits, sauf si un dispositif de protection à proposer au Coordonnateur SPS assure la sécurité du travail en superposition.

Les travaux devront d'une manière générale être organisés pour éviter les interférences susceptibles de créer des situations de danger.

Chaque entreprise devra utiliser ses propres moyens d'intervention, exception faite des échafaudages mis en commun en façade et des moyens de levage.

L'utilisation de produits explosifs pour les terrassements est interdite

Les entreprises veilleront à ce que toutes les mesures soient prises pour éviter toutes les chutes de matériel ou matériaux.

Les dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'insolation (mousse polyuréthane) seront inscrits dans le PPSPS de l'entreprise générant ces risques.

La co-activité de plusieurs entreprises lors de la réalisation de travaux présentant des risques spécifiques ne sera pas autorisée. Des décalages de tâche pourront être envisagés avec le maître d'œuvre.

Les travaux générateurs de nuisances (bruits, émanations de gaz ou de poussières) seront accompagnés de solutions de protections collectives et non individuelles.

Les travaux en superposition de tâches en hauteur sont interdits. S'ils ne peuvent être évités, l'entreprise exécutant les travaux en partie haute, aura en charge de trouver la solution la plus adéquate pour assurer la protection des travailleurs situés en dessous.

III.7.2 - Protections individuelles

L'entreprise veillera à ce que son personnel soit équipé et utilise les équipements de protection individuels adaptés à son activité et à l'environnement.

Nous demanderons à tous les travailleurs d'avoir au minimum et de manière obligatoire : *

- gilet de visualisation avec bandes réfléchissantes
- Un casque
- Des chaussures ou bottes de sécurité
- Un harnais de sécurité pour certains travaux en hauteur, surtout pour la mise en place des protections collectives
- Lunettes, masques, protections auditives et gants.

Les vêtements flottants sont dangereux. Le port de la tenue de travail et de tous les équipements de protection individuelle fournis par l'entreprise est obligatoire. Un vêtement correct est nécessaire pour ceux qui ne sont pas dotés de la tenue de l'entreprise.

Le port des montres-bracelets et des bagues est à éviter, quel que soit l'emploi sur le chantier, elles peuvent causer des accidents.

Les entreprises devront tenir à disposition de leur personnel : casques, gants, chaussures de sécurité, vêtement de pluie, bottes, bouchon d'oreille, masques anti-poussière, vêtements de signalisation à haute visibilité.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **47** sur
65**III.7.3 - Chantier de DEMOLITION
SANS OBJET****III.7.4 - Terrassement et V.R.D.****Manutention mécaniques (chariot élévateur, grues hydrauliques auxiliaires sur véhicule, porteurs, nacelles élévatrices)**

- 1) Chaque utilisateur doit pouvoir justifier d'une formation nécessaire.
- 2) Le matériel doit être à jour des vérifications et épreuves réglementaires (vignette visible sur la carrosserie)
- 3) Les pelles mécaniques doivent être équipées de clapet anti-retour

Circulation des engins

Il est rigoureusement interdit de conduire un autre engin que celui qui est habituellement affecté, sans un ordre précis de son chef.

Seulement dans le cas de la formation de conducteur, la présence à ces côtés d'un moniteur peut être autorisée, si la cabine le permet.

Circulation des engins sur les pistes

Tout engin qui emprunte une piste doit respecter les règles de circulation du Code de la Route, toute dérogation fera l'objet d'une consigne particulière.

Les engins de transport éviteront de rouler sur les accotements des pistes qui sont instables.

La signalisation mise en place par les responsables du chantier doit être scrupuleusement respectée. Cette signalisation, simple, visible, adaptée aux problèmes de circulation des engins, doit indiquer les directions à suivre, les rappels de prudence, les obstacles et éventuellement les vitesses à respecter aux passages délicats et dangereux.

Un intervalle minimum de 50 mètre doit être conservé entre deux engins de transport.

Il faut être prudent sur le sol mouillé pour éviter les dérapages. Il est interdit de doubler un autre engin au véhicule dans la zone de croisement de la piste avec un autre piste, un champ ou une route.

Le dépassement éventuel d'un engin de transport par un autre engin de transport ne pourra s'effectuer que si la piste de circulation a les caractéristiques suffisantes pour permettre d'effectuer cette opération sans danger.

Dans tous les cas, le responsable du chantier doit règlement cette opération en veillant à ce que celle-ci ne soit jamais effectuée dans un esprit de compétition.

L'engin doit parfaitement tenir sa droite (dans le cas d'une circulation à droite) au besoin diminuer momentanément sa vitesse pour rendre l'opération de dépassement plus aisée.

De son côté, l'engin qui désire doubler, doit avertir et assurer que son passage est réellement libre et possible sans aucun danger.

Priorité de circulation aux engins chargés.

Allumer les phares avant que cela ne soit absolument nécessaire (poussière, brouillard, nuit)

Attacher les ceintures de sécurité : beaucoup d'accidents surviennent à la suite de la perte de contrôle de la machine lors de son passage sur un obstacle. Les ceintures doivent être maintenues en parfait état et propres.

Ne pas rouler à vive allure derrière une citerne qui arrose la piste. Dans le cas où il faut suivre cette citerne, il y a lieu d'être prudent et de garder avec elle un intervalle très important.

La circulation doit se faire à vitesse modérée et prudemment sur les routes réservées à la circulation générale et dans les zones des installations.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **48** sur
65

La circulation et l'évolution des engins seront sous la surveillance permanente d'un chef de manœuvre.

Circulation sur les zones de chargement et de déchargement

La circulation ne doit pas s'effectuer trop près du personnel piéton. Dans tous les cas, il ne faut tolérer aucun piéton dans les zones d'évolution des engins, il y est en grand danger et gêne le conducteur dans son travail. Ce dernier devra rester à l'écart des engins et se placer **devant** l'engin à guider pour lui faire effectuer une marche arrière, de façon à éviter au conducteur des manœuvres hasardeuses et dangereuses.

Le préposé au guidage des engins devra porter tous les équipements spéciaux nécessaires pour se faire distinguer du personnel et pour être efficace : casque, veste rouge réflectorisée et signaux lumineux la nuit et par temps de brouillard. Le guide utilisera des gestes simples et traditionnels.

En stationnement

Ne pas stationner sur les pistes pendant les heures de travail. Poser tous les équipements au sol : lame, ripper, scarificateur, benne, godet, etc.

Utiliser le frein parking et placer au besoin des cales

Pour les camions, il est rappelé que le frein ralentisseur ne doit pas être utilisé comme frein de parking.

Ne jamais stationner sur une zone en pente, sauf en cas d'absolue nécessité : dans le cas, il faut prendre un son particulier au calage de l'engin.

Respecter les intervalles d'une dizaine de mètres entre les engins stationnés côte à côte.

Si l'engin en stationnement doit démarrer en marche avant, donner un coup de klaxon : en marche arrière, donner deux coups de klaxon d'avertissement.

A la mise en route

Signaler immédiatement les défaillances éventuelles des équipements indispensables à la sécurité :

Freins, direction, avertisseur sonore, éclairage avant et arrière, essuie-glace, rétroviseur, ceinture de sécurité, vitrage des cabines, etc.

Circulation

Interdiction de circuler ou de stationner sur les pistes d'engins sans nécessité. Le personnel administratif du chantier ne doit pas intervenir sur le chantier pour arrêter des engins au travail.

Seuls les responsables de l'exécution des travaux, pourront en cas de besoin, arrêter un engin en choisissant pour ce faire, un emplacement offrant toutes les garanties de sécurité.

Port du casque obligatoire pour tout le personnel, y compris le conducteur employé à des travaux au sol, ou opérant sur une machine non équipé d'une cabine.

La nuit, le piéton doit être facilement repérable, par le port d'équipement réflectorisé.

Utilisation de lasers d'alignement

Il est conseillé de rédiger une consigne pour chaque appareil. Obligation de mettre en place le panneau normalisé signalant la présence et le fonctionnement du laser.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **49** sur
65**Engins de chantier**

a) Equipements

Tous les engins devront être équipés

- d'une structure de protection associée à une ceinture de sécurité maintenant le conducteur lors d'un renversement éventuel
- de système de visualisation et de signalement de marche arrière
- d'accès ergonomique
- de cabines adaptées
- d'une protection contre les chutes d'objets

b) Utilisation

- l'entrepreneur est tenu d'appliquer les dispositions prévues par la recommandation R 372 M
- Pour ce faire, tout conducteur d'engin devra être en possession du CACES correspondant à l'engin utilisé et devra la présenter lors de tout contrôle.
- les manœuvres sur le chantier nécessitent de désigner un chef de manœuvre

c) Entretien

Chaque engin doit posséder un carnet d'entretien où sont consignés les essais périodiques, les opérations d'entretien et les grosses réparations.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **50** sur
65

III.7.5 - Construction des bâtiments

Obligation générale

- Privilégier la pose des éléments de protection définitive
- Reboucher dès que possible les réservations
- Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelles

Protections collectives à la charge du lot Gros Œuvre

Protection des caniveaux, regards, et réservations dans les planchers :

Les caniveaux, regards et réservations de petites dimensions seront obligatoirement protégées, soit par les dispositifs définitifs (grille, portes, tôles, caillebotis, tampons, etc.) soit par des dispositifs provisoires. Les percements de diamètre inférieur à 20 mm seront exécutés par des moyens mécaniques.

Fers en attente

Seront protégés, de préférence par crossage à la préfabrication, ou, à défaut, à leur mise en œuvre sur le chantier par un dispositif de protection tel que le capot, lisse liante ou bouchon (voir notice E5 M0189 de l'OPPBTP)

Montage des moyens définitifs d'accès de circulation et de protection

Les entreprises concernées rechercheront systématiquement les possibilités de montage et d'utilisation au plutôt des éléments définitifs comme moyens d'accès, de circulation et de protection.

Ces éléments définitifs sont :

- les escaliers, passerelles, chemins de circulation en terrasse,
- les garde-corps,
- les parties vitrées,
- les dispositifs permanents de fixation et d'ancrage des garde-corps,
- les lignes de vie

Les PPSPS des entreprises préciseront les mesures prises en matière afin de satisfaire ces impératifs.

Montage des moyens provisoires d'accès, de circulation et de protection

A défaut de moyens définitifs, des moyens provisoires seront prévus et installés.

Les moyens provisoires tels qu'échelles, garde-corps, escalier, obturateur de trémie, etc. seront réalisés, installés et maintenus en état conformément aux prescriptions du décret du 8 janvier 1965

Démontage momentané d'une protection collective

Sur le chantier, le DEMONTAGE MOMENTANE d'un dispositif de sécurité (garde-corps, élément de caillebotis par exemple) EST SUBORDONNE A L'AUTORISATION PREALABLE DU CHEF DE CHANTIER **GROS ŒUVRE** ET DU COORDONNATEUR SPS.

Les mesures compensatrices de sécurité doivent être définies par l'entreprise avant la dépose et expliquées aux intervenants.

Les éléments de protection déposés doivent être remis en place à l'issue du travail, après adaptation le cas échéant.

S'il subsiste un danger, la zone doit être protégée et signalée au Coordonnateur SPS et au chef de chantier Gros Œuvre

Accès verticaux

En phase terrassement et VRD, si cela est nécessaire, mettre en place des escaliers en bois ou des tours d'escaliers pour l'accès aux fouilles.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **51** sur**65**

Pour le gros œuvre, les accès peuvent se faire en phase élévations par le biais d'échelles provisoires si hauteur inférieure à 2,50m ou par tour d'escalier évolutives, pour des hauteurs supérieures. Les escaliers définitifs pourront être posés à l'avancement du gros œuvre.

Accès horizontaux

Le lot gros œuvre devra, au plus tôt et pour l'intervention des autres lots, une plate-forme en périphérie du bâtiment, plane, propre et compactée devant permettre à ces lots la mise en place de matériel d'élévation du personnel ou d'échafaudage.

Toutes les tranchées ouvertes devront être nettement délimitées et visiblement signalées par l'entreprise responsable.

Les zones de stockage seront à respecter afin de ne pas empiéter sur les voies de circulation.

III.7.6 Utilisation d'installation électrique

Obligations générales

La réalisation des installations électriques provisoires interentreprises est à la charge du lot Electricité qui assure également les vérifications réglementaires initiales et périodiques, la surveillance et l'entretien.

Elles posséderont un degré de protection minimum IP.447

Un plan d'installation électrique sera établi et fourni au Coordonnateur SPS lors de la période de préparation.

Chaque entreprise a pour obligation de ne brancher que le matériel conforme aux normes en vigueur et en bon état, dont les caractéristiques de tension et de puissance sont compatibles avec celles du courant délivré.

Les outils électriques portatifs seront adaptés aux conditions dans lesquelles ils doivent être utilisés.

Mesures particulières

Toutes les demandes de modification d'installation de déplacement de coffret, d'armoire électrique, ou d'installation de matériel complémentaire, seront obligatoirement faites au représentant de l'entreprise d'Electricité sur le site avec information au Coordonnateur SPS.

En outre, il est fait obligation aux entreprises qui utiliseront l'installation, de signaler immédiatement au responsable du lot Electricité toute défectuosité ou dégradation constatée.

Les baladeuses seront conformes à la norme NF C 71-008, les outils électrique portatifs à la norme NF C 75-100

Le matériel utilisé possèdera un degré de protection adapté contre la pénétration de l'eau et sera associé à un disjoncteur différentiel haute sensibilité (30mA) avec mise à la terre pour le matériel de classe II

Les câbles et rallonges électriques seront à la série H07RNF (câble souple)

D'une façon générale, le matériel utilisé sera de type professionnel en particulier les prises et les enrouleurs.

Les outils électriques portatifs seront conformes à la norme NF C 75-100

Enceintes conductrices exigües

Lorsque des travaux sont prévus à l'intérieur d'enceintes conductrices exigües (silo, chaudière, four, sanitaire, capacité quelconque, etc.) les entreprises se conformeront aux règles suivantes :

- outillage électroportatif
- utilisation de matériel pneumatique ou sans fil, alimenté par batterie,
- utilisation de matériel alimenté en TBT de sécurité (inf ou égal à 25 volts)
- ou utilisation de matériel de classe II alimenté en BT par un transformateur de séparation de circuit, lui-même de classe II n'alimentant qu'un seul outil à la fois.

**CENTRE MEDICAL MANDUEL****PGC SPS****OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **52** sur**65**

- les transformateurs de sécurité ou de séparation de circuit seront de classe II, obligatoirement placés à l'extérieur de l'enceinte exigüe. Ils seront conformes à la norme NF EN 60- 742

Travaux de soudage (CARSAT R 443)

La tension à vide entre les électrodes sera inférieure à 90 volts et 45 volts si l'enceinte est mouillée. Le porte électrode doit être en bon état et présenter un degré de protection IP XX ou IP XXB.

Le poste à souder sera placé à l'extérieur de l'enceinte. Dans le cas où l'on ne pourrait le placer à l'extérieur, on appliquera les mesures suivantes :

- alimentation du poste protégée par un disjoncteur différentiel haute sensibilité (inf ou égal 30mA)
- poste de classe II, ou de classe I à condition que les masses et les éléments conducteurs de l'enceinte soient interconnectés et mis à la terre.

DE MANIERE GENERALE UN PERMIS DE FEU EST OBLIGATOIRE

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **53** sur**65****IV – SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLATE LE CHANTIER**

Obligations de l'entreprise utilisatrice ainsi que celle des entreprises extérieures d'appliquer :

- soit le décret du 20 janvier 1992 pour une entreprise extérieure (sans objet)

- soit le décret du 26 décembre 1994 pour plusieurs entreprises

Découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **54** sur**65****V MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE****V.1 – LOCAUX COMMUNS DE CHANTIER****L'emplacement est à définir sur la proposition de plan d'installation de chantier.**

Conformément à la réglementation (décret du 8 janvier 1965 modifié par les décrets du 1^{er} octobre 1987 et du 6 mai 1995), les locaux communs sont :

- Installés au démarrage du chantier par l'entreprise de **Gros Œuvre**
- Maintenus en place et entretenus pendant toute la durée du chantier par l'entreprise de **Gros Œuvre**.

Généralités :**- Pour les ENTREPRISES :**Sanitaires :

- un local sanitaire comportant un lavabo alimenté en eau potable et à température réglable obligatoirement, à raison d'un orifice pour 10 salariés ainsi que des moyens de nettoyage et de séchage entretenus ou changés. Les sanitaires doivent être à température réglable ;
- des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique, à raison d'un cabinet et d'un urinoir pour 20 hommes et de deux cabinets pour 20 femmes. En présence de personnels mixtes sur le chantier, des installations séparées doivent être prévues. Ces équipements doivent être nettoyés et désinfectés au moins une fois par jour.
- Les douches doivent être présentes sur le chantier à raison d'une cabine pour huit personnes. Elles doivent avoir un sol et des parois permettant un nettoyage efficace, disposer d'eau réglable en température, et être maintenues en état constant de propreté.
- Des installations séparées doivent être mise en place si le personnel est mixte.
- Plusieurs sanitaires devront être disposés judicieusement de façon à limiter les distances **postes de travail/WC**.

Vestiaires :

- Les vestiaires d'une surface d'au moins un mètre carré doivent être ainsi équipés d'armoires individuelles, ininflammables, à double compartiment et munies de serrure ou cadenas et de sièges ou de bancs en nombre suffisant. Ils doivent être installés dans un local spécial situé à proximité du passage des salariés, en prévoyant des installations séparées si le personnel est mixte. Les vestiaires et les lavabos, lorsqu'ils sont situés dans locaux séparés, doivent par ailleurs communiquer entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage.

Réfectoires :

- un local fermé nettoyé une fois par jour et, muni de tables et de chaises en nombre suffisant et, d'un moyen de réchauffage et de conservation des aliments ; être pourvu de tables et de chaises en nombre suffisant ;
- disposer d'au moins un appareil permettant d'assurer le réchauffage ou la cuisson des aliments et d'un garde-manger destiné à protéger les aliments d'une capacité suffisante et, si possible, d'un réfrigérateur.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **55** sur**65**

Si plus de 25 salariés sont concernés, le réfectoire mis à disposition doit être en outre équipé obligatoirement d'un robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers et d'un réfrigérateur. Ce local et ses équipements doit être nettoyé après chaque repas.

- Pour **MO / MOE / SPS** : Salle de réunion équipée en nombre suffisant (20 personnes minimum) de mobilier adéquat pour les réunions. Cette salle sera équipée d'un chauffage, un climatiseur pour la période estivale.

L'ensemble de ces installations dont l'emplacement pourra être déplacé en fonction de l'avancement du chantier, sera raccordé et conforme à la réglementation en vigueur. Elles seront installées et entretenues quotidiennement pendant toute la durée des travaux par le lot **Gros Œuvre**.

La superposition des locaux est autorisée. Le déplacement de mobilier urbain ou de l'éclairage existant pourra être envisageable, en accord avec la MOA.

V.2 – NETTOYAGE

Propreté du chantier à la charge de **tous les lots** :

Toutes les entreprises présentes sur le chantier devront le nettoyage journalier au cœur et en périphérie de toutes les zones travaillées, afin d'éviter les nuisances provoquées par l'envol des emballages et autres matériaux.

La propreté du chantier qui EST L'AFFAIRE DE TOUS. DANS L'INTÉRÊT DE TOUS, doit être maintenue de façon constante.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit, en cas de non-exécution de cette prescription, de faire effectuer sans préavis les nettoyages correspondants autant de fois qu'il est nécessaire par une entreprise extérieure. L'incidence financière sera imputée au compte prorata.

OLIVIER FAURE

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **56** sur

65

V.3 – DEPENSES COMMUNES

| AFFECTATION DES DEPENSES D'EQUIPEMENT D'INSTALLATION ET D'ENTRETIEN (DC = dépense commune à répartir au compte prorata) Ce tableau complète les articles du présent PGC | | |
|---|-------------|------------|
| Nature de la Tâche | Réalisé par | Imputation |
| Locaux communs de chantier (sanitaire - S de réunion) | | |
| - Installation | GO | GO |
| - Branchement électrique (sous-comptage) | GO | GO |
| - Branchement E.U / E.P / A.E.P | GO | GO |
| - Entretien | GO | GO |
| Locaux pour chaque entreprise (vest, réfectoire, container) | | |
| - Installation | G.O | G.O |
| - Branchement électrique (sous-comptage) | G.O | G.O |
| - Branchement E.U / E.P / A.E.P | CVC | GO |
| - Entretien | | |
| Branchement général | | |
| - Electrique de l'alimentation donnée par le MO jusqu'à l'armoire générale de chantier (compris cpt chantier) | GO | GO |
| - Electrique de l'armoire de chantier jusqu'aux tableaux | Elec | Elec |
| de chantier situé de façon à rester dans la limite des rallonges de 25 ml | Elec | |
| - AEP de l'alimentation donnée par le MO jusqu'au | | |
| compteur de chantier (compris pose du compteur) | Plomb | Plomb |
| - AEP du compteur de chantier jusqu'aux différents point d'eau | | |
| Eclairage et installation de chantier | Elec | Elec |
| Clôture | GO | GO |
| Circulation et accès | | |
| - Signalisation Ext et Int | GO | GO |
| - Nettoyage des engins sur voie publique | GO | GO |
| -Nettoyage de la voirie | GO | GO |
| Nettoyage de chantier | | |
| - des circulations | C.ent | C.ent |
| - des zones de travail | C.ent | C.ent |
| - mise en place de benne | GO | DC |
| - rotation des bennes | GO | DC |
| Contrôle et accès | GO | DC |

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **57** sur**65**

VI – RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS

VI.1 – PHARMACIE

Il est obligatoire à chaque entreprise de tenir sur le chantier une boîte de 1^{er} secours contenant les produits adaptés aux risques encourus par les travaux.

De plus il sera tenu sur le chantier par l'entreprise de gros œuvre, une boîte à pharmacie contenant au moins les éléments décrits que la fiche H4 M02 88 Mémo – Pratique de l'OPPBTP

L'assortiment de cette boîte à pharmacie est à renouveler au fur et à mesure de son usage. Le local dans lequel cette boîte à pharmacie sera entreposée, sera signalé par une croix rouge sur fond blanc de section carré d'au moins 30cm de côté apposée sur le devant de la porte d'accès.

Cette boîte à pharmacie devra rester sur le chantier jusqu'à réception.

VI.2 – SECOURISTE

Tous les salariés doivent être préparés sur la conduite à tenir en cas d'accident dans le cadre de la formation à la sécurité (L.4141-2 et 3 du Code du Travail)

Les entreprises devront justifier au travers de leur PPSPS que cette disposition est bien mise en œuvre pour chacun des salariés arrivant sur le chantier. L'entreprise indiquera le nom des secouristes qu'elle entend placer sur el chantier.

VI.3 – SECOURS

Une note consignait la conduite à tenir en présence d'un blessé devra être affichée par le lot gros œuvre dans et l'extérieur du local contenant la boîte à pharmacie. Sera affichée, dans les mêmes conditions, la liste des numéros à appeler en cas d'urgence.

Le coordonnateur SPS doit être informé sans délai de tout accident même bénin survenu sur le chantier.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **58** sur**65****ELEMENTS POUR L'ETABLISSEMENT DES CONSIGNES (à afficher dans le baraquement de chantier)****PROTEGER**

Pour assurer la sauvegarde de la victime

Pour éliminer les risques de sur-accident,

Ne vous précipitez pas vers la victime

Sans avoir analysé la situation

Et identifié tout risque persistant

Ecrasement, électrisation, incendie, explosion, asphyxie, noyade

ATTENTION AU RISQUE NON VISIBLE AU PREMIER ABORD (électrisation, asphyxie, etc...)

ABSENCE DE RISQUE :

NE BOUGEZ PAS LA VICTIME en attendant l'arrivée du sauveteur secouriste du travail.

RISQUE PERSISTANT :

SANS METTRE EN PERIL VOTRE VIE, ELIMINER LE RISQUE (étalement, mise hors tension, etc...) SANS BOUGER LA VICTIME en attendant l'arrivée du sauveteur secouriste du travail.

OU

SANS METTRE EN PERIL, VOTRE VIE, SOUSTRAIRE LA VICTIME DE LA ZONE DANGEREUSE (si le dégagement de la victime s'impose, la tirer par les pieds en veillant à respecter l'axe tête, cou, tronc. En cas de choc violent, de chute ou d'explosion, une lésion de la colonne vertébrale doit toujours être suspectée.)

En règle générale, ne soustraire rapidement la victime que s'il y a risque imminent d'explosion, d'incendie, de noyade ou si l'atmosphère est toxique.

OU

Si le dégagement de la victime s'avère trop dangereux, INTERDIRE L'ACCES A LA ZONE DANGEREUSE en attendant l'arrivée des secours spécialisés extérieurs.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **59** sur
65**ALERTER****Alerter ou faire alerter, c'est permettre l'arrivée rapide de secours adaptés.**

L'ALERTE EST UN ACTE CAPITAL. D'elle dépend la rapidité et l'efficacité des secours.

Il faut qu'elle soit donnée de façon correcte. Pour cela vous pouvez utiliser le téléphone portable du chef de chantier.

LA VICTIME EST DEGAGEE

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL qui fera le bilan des blessures et donnera les renseignements sur l'état de la victime aux services médicaux extérieurs.

ALERTER LES SECOURS MEDICAUX EXTERIEURS EN PRECISANT :

Le nom du chantier

Le lieu de l'accident

La nature de l'accident : chute, écrasement, électrisation, asphyxie, noyade, etc...

L'état de la victime :

- répond-elle aux questions ?
- peut-elle bouger ses membres ?
- a-t-elle du mal à respirer ?
- a-t-elle un pouls au poignet ?
- a-t-elle une lésion apparente ?
- est-elle en train de s'affaiblir ?

Le numéro de téléphone où l'on peut vous rappeler.

NE RACCROCHER PAS LE PREMIER

Attendre que ce soit votre interlocuteur qui raccroche le téléphone.

Dès que votre interlocuteur a raccroché, attendre deux à trois minutes et rappeler à nouveau pour confirmer votre premier appel.

PLACER UNE PERSONNE AVEC UN VEHICULE ET RADIO AU POINT D'ACCES DESIGNÉ.

SI NECESSAIRE PLACER D'AUTRES PERSONNES SUR LE TRAJET ENTRE LES ACCES VOIE PUBLIQUE ET LE LIEU DE L'ACCIDENT

LA VICTIME N'EST PAS DEGAGEE

Pour le cas d'accident nécessitant un sauvetage : enfouissement, chute dans l'eau, engin renversé avec conducteur incarcéré, engin en contact avec une ligne haute tension, asphyxie en milieu non ventilant, incendie ou explosion, etc...

ALERTER LES SECOURS SPECIALISES EXTERIEURS

LES POMPIERS de MARGUERITES

GENDARMERIE DE MARGUERITES

PLACER UNE PERSONNE AVEC UN VEHICULE ET TELEPHONE AU POINT D'ACCES DESIGNÉ.

SI NECESSAIRE PLACER D'AUTRES PERSONNES SUR LE TRAJET ENTRE LES ACCES VOIE PUBLIQUE ET LE LIEU DE L'ACCIDENT

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **60** sur**65****SECOURIR**

Les objectifs à atteindre sont multiples :

Maintenir en vie,

Empêcher l'aggravation de l'état de la victime

Faciliter le rétablissement de la victime

EN ATTENDANT L'ARRIVÉE DES SECOURS EXTÉRIEURS

LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL PRATIQUE LES GESTES ÉLÉMENTAIRES DE SURVIE

Mise à la position latérale de sécurité, bouche à bouche, arrêt hémorragie, etc...

Évitez le refroidissement de la victime : si possible utilisez une couverture de survie, ne lui donner pas à boire, réconfortez-la

Surveillez entre temps : état de conscience, respiration et pouls.

SOUVENEZ-VOUS qu'il n'y a pratiquement que TROIS URGENCES pour lesquelles il n'y a PAS UNE SECONDE À PERDRE :

- INCONSCIENCE
- DETRESSE RESPIRATOIRE
- HÉMORRAGIE IMPORTANTE

SOUVENEZ-VOUS que dans le cas d'une victime d'écrasement, AVEC COMPRESSION DES MEMBRES, tout dégagement non effectué dans les 30 minutes qui ont suivi l'accident, DOIT ÊTRE IMPÉRATIVEMENT EFFECTUÉ SOUS SURVEILLANCE MÉDICALE.

TEMOINS, METTEZ-VOUS À LA DISPOSITION DU SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL ET RESPECTEZ SES DIRECTIVES

RAPPEL

En cas d'accident, le chef d'entreprise ou son représentant a l'obligation de prévenir immédiatement par téléphone :

La police

Le maître d'œuvre

Le coordonnateur SPS

Et sans oublier d'en informer, sous 24 heures, également les organismes suivants :

Inspection du travail

CARSAT

L'OPPBT

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **61** sur**65****CONSIGNES EN CAS D'INCENDIE**

TOUT TEMOIN D'UN DEBUT D'INCENDIE DOIT :

- ATTAQUER LE FEU avec les extincteurs appropriés disponibles sur place.
- FAIRE PREVENIR LES SECOURS EXTERIEURS (sapeurs pompiers) en composant à partir du téléphone le plus proche, le

18

- DIRE : ICI CHANTIER : **CENTRE MEDICAL MANDUEL**

- PRECISER : la nature du feu
Exemple :
 - feu dans une armoire électrique
 - feu dans un bungalow
 - feu de véhicule etc...

le nombre, l'état et la position des blessés s'il y en a.

Qu'une personne attendra les secours à l'entrée du chantier

CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT GRAVE OU SUPPOSE GRAVE

TOUT TEMOIN D'UN ACCIDENT GRAVE OU SUPPOSE GRAVE doit :

PROTEGER LA VICTIME CONTRE TOUT DANGER PERSISTANT (par exemple : couper le courant, arrêter la machine ou l'engin, fermer la bouteille de gaz, éteindre le chalumeau etc.)

FAIRE PREVENIR SIMULTANEMENT

Un secouriste présent sur le chantier,

Les secours extérieurs (pompiers) en composant, à partir du téléphone le plus proche le : 18 ou le 112 d'un téléphone portable.

**CENTRE MEDICAL MANDUEL****PGC SPS****OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **62** sur**65****VII – MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

L'attention de tous les intervenants est attirée sur les dispositions contenues dans les décrets n° 95.607 et 95.608 du 6 mai 1995 qui porte sur la liste des prescriptions que doivent respecter les travailleurs indépendants, et d'autre part sur la modification du code du travail en vue de le rendre applicable aux travailleurs indépendants et aux employeurs travaillant directement sur les chantiers du B.T.P.

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **63** sur**65**

ANNEXES

CANEVAS P.P.S.P.S

I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

I.1 - Marché : objet des travaux

I.2 - Entreprises titulaires

⇒ coordonnées

I.3 - Calendrier d'exécution

I.3.1.- Ouverture du chantier

I.3.2 - Délais d'exécution

I.3.3 - Horaires de chantier

I.3.4 – Phasage des travaux

I.4. - Personnel de l'entreprise

I.4.1 - Qualité des responsables

I.4.2 - Effectifs

⇒ Moyens

⇒ Maximum

I.4.3 - Affectations des tâches d'hygiène et de sécurité

I.4.4 - Habilitations si nécessaires

I.4.5 - Conditions d'accueil - Formation sécurité

I.4.6 - Transport du personnel

I.4.7 - Documents et registres

I.4.8 - Organismes de secours

**OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **64** sur**65****II - ORGANISATION DU CHANTIER****II.1 - Locaux****II.2 - Stockages**

- ⇒ **Matériaux**
- ⇒ **Hydrocarbures**
- ⇒ **Produits dangereux**
- ⇒

II.3 - Réseaux divers**II-4 - Protection incendie****III - MESURES DE PREVENTION ADOPTEES POUR LES MODES OPERATOIRES****III.1 - Matériel et outillage utilisés****III.1.1 - Engins de chantier****III.1.2 - Matériel d'accès et de circulation****III.2 - Protections collectives****III.3 - Protections individuelles****III-4 - Modes et croquis opératoires****IV - PREMIERS SECOURS AUX VICTIMES EN CAS D'ACCIDENT OU AUX MALADES****IV.1 - Mesures à prendre en cas d'accident****IV.2 - Mesures à prendre en cas d'incendie****IV.3 - Moyens d'intervention**

- ⇒ **Soins**
- ⇒ **Secourisme**

V - MESURES D'HYGIENE

**CENTRE MEDICAL MANDUEL****PGC SPS****OLIVIER FAURE**

Coordonnateur SPS

Niveau 2 Conception et Réalisation

INDICE N°

01

Mission SPS de niveau

01

Date de la rédaction

17/04/2020

Page **65** sur**65****Document Harmonisé d'organisation des Livraisons en sécurité DHOL****Voir document en annexe**